

Art. 37. Artikel 67 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt:

"Art. 67. Naast de toepassing van de bepalingen van de artikelen 61 en 62 van het decreet van 15 december 2011 houdende organisatie van de begroting, de boekhouding en de verslaggeving van de Waalse openbare bestuursinstelling betaalt de aanvrager die een toelage of een voorschot bedoeld in dit besluit heeft ontvangen, ze/het aan het Agentschap terug indien de hij:

- 1° aan één of meerdere van de toekenningsvoorwaarden van de toelage of het voorschot niet voldoet;
- 2° zijn activiteiten op het grondgebied van het Waalse Gewest niet voortzet gedurende een periode van drie jaar vanaf de datum van betaling van de toelage;
- 3° de fondsen ontvangen voor andere doeleinden dan welke waarvoor ze toegekend zijn, bestemt;
- 4° het voorschot zoals bepaald in artikel 58, vierde lid, niet heeft terugbetaald;
- 5° de toelage heeft ontvangen of behouden en wetens onjuiste of onvolledige inlichtingen heeft verstrekt onverminderd een eventuele strafrechtelijke vervolging.

Bovendien betaalt de aanvrager het deel van de toelage dat het door de aanvaarde bewijsstukken gestaafde maximumbedrag overschrijdt, aan het Agentschap terug.

De aanvrager die zich minstens in één van bovenvermelde toestanden bevindt, wordt elke nieuwe toelage bedoeld in dit besluit ontnomen en van elke gemeenschappelijke actie van het Agentschap uitgesloten zolang hij de betrokken toelage of voorschot niet terugbetaalt. Bovendien kan het Agentschap beslissen dat de aanvrager tijdens drie jaar vanaf de datum van terugbetaling van de betrokken toelage of voorschot aan het Agentschap geen toelagen zal kunnen aanvragen."

Art. 38. Artikel 69 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 39. De Minister van Economie en Buitenlandse Handel is belast met de uitvoering van dit besluit.
Namen, 9 juli 2020.

Voor de Regering:
De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,
W. BORSUS

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2020/42511]

9 JUILLET 2020. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif au soutien à l'internationalisation des groupements d'entreprises, des chambres de commerce mixtes et de leurs membres

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 2 avril 1998 créant l'Agence wallonne à l'exportation et aux investissements étrangers, l'article 2, alinéa 1^{er}, 2^o, et alinéa 5, modifié par le décret du 28 avril 2016;

Vu l'avis du Conseil d'administration de l'Agence wallonne à l'exportation et aux investissements étrangers, donnée le 26 octobre 2018;

Vu le rapport du 26 mars 2019 établi conformément à l'article 3, 2^o du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 3 avril 2019;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 18 avril 2019;

Vu l'avis n° 66.038/2, du Conseil d'État, donné le 20 mai 2019, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'avis 1432 du Conseil économique et social de la Région wallonne, donné le 28 mai 2019;

Sur proposition du Ministre de l'Economie et du Commerce extérieur;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions générales

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1° le groupement : l'organisation professionnelle, interprofessionnelle ou sectorielle représentative d'entreprises, n'ayant pas de but lucratif et organisant pour ses membres des projets encourageant l'entrepreneuriat international à partir de la Région wallonne;

2° la chambre de commerce mixte : l'association n'ayant pas de but lucratif dont l'activité vise à promouvoir les relations commerciales de la Région wallonne avec un ou plusieurs autres pays ou une autre région et qui organise des projets encourageant l'entrepreneuriat international à partir de la Région wallonne;

3° le Ministre : le Ministre qui a le Commerce extérieur dans ses attributions;

4° l'Agence : l'Agence wallonne à l'exportation et aux investissements étrangers;

5° le demandeur : le groupement ou la chambre de commerce mixte ayant introduit une demande de subvention fondée sur le présent arrêté;

6° le programme d'actions : le document reprenant les actions ou outils de promotion que le demandeur envisage de mettre en œuvre essentiellement à l'étranger au cours de la prochaine année civile dans le cadre de sa démarche de prospection et de promotion internationales;

7° les actions éligibles : l'ensemble des initiatives mentionnées dans le programme d'actions du demandeur et qui sont susceptibles d'être couvertes, en tout ou en partie, par une subvention fondée sur le présent arrêté;

8° les coûts admissibles : l'ensemble des coûts directement exposés par le demandeur et qui sont susceptibles d'être couverts, en tout ou en partie, par une subvention fondée sur le présent arrêté, ces coûts sont chaque fois pris en considération hors T.V.A. ou autres taxes ou remises éventuelles;

9° les coûts admis : l'ensemble des coûts admissibles directement exposés par le demandeur qui sont pris en compte pour le calcul de la subvention après application des limitations prévues par le présent arrêté;

10° le stand collectif ou collectivité : dans le cadre d'une foire ou d'un salon, regroupement sur une même superficie de plusieurs membres du demandeur sous sa bannière, chaque espace occupé par un membre étant clairement défini sans rompre l'harmonie du collectif;

11° l'entreprise éligible aux aides à l'internationalisation de l'Agence : l'entreprise enregistrée auprès de l'Agence, disposant d'un siège d'exploitation principal en Région wallonne et d'un projet à l'international;

12° le siège d'exploitation principal : tout établissement ou centre d'activité revêtant un certain caractère de stabilité et qui, au sein de l'ensemble de l'entreprise, emploie le plus de travailleurs;

13° le règlement (UE) n° 1407/2013 : le règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis;

14° le règlement (UE) n° 1408/2013 : le règlement (UE) n° 1408/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis dans le secteur de l'agriculture.

Concernant l'alinéa 1^{er}, 10°, la coordination de l'ensemble des démarches liées à l'organisation de l'évènement est exclusivement assurée par le demandeur.

Concernant l'alinéa 1^{er}, 11°, le projet à l'international de l'entreprise génère, s'il aboutit, une valeur ajoutée pour l'économie wallonne, notamment en termes de création ou de maintien d'emplois en Région wallonne ou en termes de développement de la production de bien ou de service localisée en Région wallonne ou en termes d'innovation. La recherche et développement, la propriété intellectuelle, le chiffre d'affaires, les emplois et les investissements directs en Région wallonne, ainsi que leur progression respective, sont portés en compte dans l'évaluation continue de la valeur ajoutée en Région wallonne. La valeur ajoutée générée par l'entreprise est considérée en premier lieu. La valeur ajoutée chez les sous-contractants wallons entre en considération en deuxième lieu.

Art. 2. Les subventions visées par le présent arrêté sont des aides *de minimis* au sens du règlement (UE) n° 1407/2013 ou du règlement (UE) n° 1408/2013.

CHAPITRE II. — Conditions générales d'éligibilité et d'octroi

Art. 3. Les subventions visées par le présent arrêté sont réservées aux groupements et aux chambres de commerce mixtes développant des activités tournées vers l'international qui sont rassemblées dans un programme d'actions annuel à l'étranger s'inscrivant dans une démarche de prospection.

Le programme d'actions annuel ainsi que le projet à l'international du demandeur génèrent une valeur ajoutée pour l'économie wallonne.

Lorsque le demandeur est un groupement, il dispose d'un ancrage wallon stable, lequel se manifeste par une implantation propre en Région wallonne ou lorsqu'il regroupe une part importante de membres disposant d'un siège d'exploitation principal en Région wallonne.

Art. 4. Les subventions sont accordées dans les limites des crédits budgétaires disponibles.

Art. 5. Le demandeur est enregistré à la Banque Carrefour des Entreprises et lorsqu'il s'agit d'une chambre de commerce mixte établie à l'étranger, celle-ci est enregistrée auprès des autorités du pays où est situé son siège d'établissement.

Art. 6. Le droit de recevoir une subvention visée par le présent arrêté est octroyé au demandeur uniquement si les conditions suivantes sont remplies :

1° la demande de subvention est acceptée par le Ministre;

2° l'Agence a adressé une notification de paiement au demandeur qui précise le montant définitif de la subvention tenant compte notamment du respect des conditions d'octroi, des plafonds applicables, de la déclaration de créance sur l'honneur du demandeur ou des pièces justificatives.

Concernant l'alinéa 1^{er}, 1°, l'arrêté d'octroi du Ministre mentionne le montant maximum de la subvention tenant compte des coûts admissibles.

Art. 7. Pour être recevable, le demandeur introduit sa demande de subvention conformément aux articles 46 et suivants.

Pour être éligible, le programme d'actions du demandeur ne peut pas être mis en œuvre avant l'introduction de la demande. Une fois cette introduction réalisée, si le demandeur met son programme d'actions en œuvre sans attendre et si la subvention sollicitée lui est finalement refusée, le demandeur assume seul la prise en charge des coûts liés à cette mise en œuvre.

Art. 8. Le demandeur ou les entreprises membres bénéficiaires ne peuvent pas obtenir de subventions visées par le présent arrêté, s'ils ne respectent pas les conditions prévues par le Règlement (UE) n° 1407/2013 ou le Règlement (UE) n° 1408/2013 lorsqu'ils relèvent du secteur agricole.

Art. 9. L'évaluation de la demande de subvention du demandeur par l'Agence tient compte notamment :

1° du programme d'actions à l'étranger et du projet à l'international du demandeur, qui, s'ils aboutissent, généreront une valeur ajoutée pour l'économie wallonne, notamment en termes de création ou de maintien d'emplois en Région wallonne ou en termes de développement de la production de biens ou de services localisée en Région wallonne ou en termes d'innovation;

2° de la représentativité du demandeur pour le secteur d'activités et pour l'économie wallonne;

3° de la capacité du demandeur à réaliser le programme d'actions annuel et le projet à l'international proposés et à contribuer à l'internationalisation de l'économie wallonne;

4° de la capacité du demandeur à organiser des actions complémentaires et des actions non redondantes avec le programme d'actions annuel de l'Agence;

5° de la capacité du demandeur à proposer des actions innovantes par rapport aux actions qu'il a déjà organisées ou auxquelles il a participé les années précédentes sans préjudice de la programmation répétée de rendez-vous internationaux indispensables pour le secteur d'activités concerné.

Concernant l'alinéa 2, 1°, l'Agence apprécie le caractère réaliste de cette valeur ajoutée pour l'économie wallonne, au besoin en recourant à l'avis des centres régionaux de l'Agence ou de membres de son réseau à l'étranger.

L'Agence peut préciser les critères d'évaluation de la demande de subvention et les publier sur son site internet.

Art. 10. Le demandeur est en règle avec les dispositions légales qui régissent l'exercice de son activité et respecte ses obligations fiscales, sociales et environnementales.

Le programme d'actions et le projet à l'international sont conformes aux normes nationales et internationales applicables au secteur d'activité du demandeur, y compris les éventuelles règles déontologiques.

Art. 11. La subvention n'est pas octroyée en cas de faillite, de dissolution, de mise en liquidation volontaire ou judiciaire du demandeur ou d'ouverture d'une procédure de réorganisation judiciaire telle qu'organisée par les dispositions du livre XX, Titre V du Code de droit économique du 28 février 2013.

Art. 12. Aucune subvention visée par le présent arrêté ne peut être accordée pour :

1° les dépenses réalisées en interne par le demandeur ou pour des coûts facturés par des fournisseurs ou prestataires ayant un lien de connexité juridique, financière, fonctionnelle ou structurelle avec le demandeur;

2° la rémunération de produits ou services que le demandeur vend à ses propres membres, y compris les éventuels droits d'entrée aux actions subsidiées sur base du présent arrêté;

3° les dépenses ayant un caractère somptuaire.

Art. 13. Les entreprises membres du demandeur ne peuvent pas solliciter une aide individuelle en leur nom propre auprès de l'Agence et l'aide collective accordée par l'Agence au demandeur pour les coûts admissibles de l'action subventionnée.

Art. 14. Le demandeur mentionne de manière clairement visible pour toute action et tout support de communication subventionné par l'Agence « Action réalisée avec le support de l'Agence wallonne à l'exportation et aux investissements étrangers » selon les modalités définies par l'Agence.

Art. 15. Toute subvention octroyée en vertu du présent arrêté figure dans les comptes annuels du bénéficiaire de la subvention.

CHAPITRE III. — Actions éligibles et coûts admissibles

Section 1^{re}. — Disposition générale

Art. 16. Une subvention peut être accordée au demandeur pour la réalisation d'un programme d'actions annuel essentiellement réalisé à l'étranger portant sur les initiatives suivantes :

1° les missions de prospection et de promotion à l'étranger :

a) organisées individuellement par le demandeur ou réalisées en collaboration avec l'Agence;

b) missions collectives organisées par le demandeur;

2° les foires et salons spécialisés à l'étranger :

a) la participation individuelle du demandeur à des foires et salons spécialisés à l'étranger;

b) la participation individuelle active du demandeur à des congrès ou conférences à l'étranger;

c) l'organisation par le demandeur d'un stand collectif;

3° les invitations de décideurs étrangers en Belgique;

4° l'organisation de séminaires en Belgique ou à l'étranger;

5° les supports de communication destinés à faire connaître les membres wallons à l'étranger.

Section 2. — Missions de prospection et de promotion organisées à l'étranger

Sous-section 1. — Coûts admissibles des missions organisées individuellement par le demandeur ou réalisées en collaboration avec l'Agence

Art. 17. Lorsque le demandeur organise individuellement une mission de prospection ou de promotion à l'étranger ou participe à une mission de prospection ou de promotion organisée par l'Agence, les coûts admissibles sont les frais de déplacement et de séjour fixés selon les forfaits établis par le Ministre pour un seul délégué du demandeur. Sur raison motivée, les frais de déplacement et de séjour d'un deuxième délégué peuvent être admissibles.

Sous-section 2. — Coûts admissibles des missions collectives organisées par le demandeur comme maître d'œuvre

Art. 18. Lorsque le demandeur organise à l'étranger une mission collective de prospection ou de promotion pour ses membres, les coûts admissibles sont les suivants :

1° les frais de déplacement collectif par bus;

2° les frais de location de salle;

3° les frais de déplacement et de séjour d'un délégué du demandeur fixés selon les forfaits établis par le Ministre;

4° les frais de déplacement et de séjour d'un seul délégué par membre du demandeur participant à la mission collective fixés selon les forfaits établis par le Ministre.

Concernant l'alinéa 1^{er}, 3°, sur raison motivée, les frais de déplacement et de séjour d'un deuxième délégué peuvent être admissibles.

Concernant l'alinéa 1^{er}, 4°, le membre du demandeur est une entreprise éligible aux aides à l'internationalisation de l'Agence.

*Section 3. — Foires et salons spécialisés à l'étranger**Sous-section 1. — Coûts admissibles de la participation individuelle du demandeur à une foire ou un salon spécialisé à l'étranger*

Art. 19. Lorsque le demandeur participe individuellement à une foire ou à un salon spécialisé à l'étranger, seul le coût de la location de la surface du stand facturée par l'organisateur de l'évènement est admissible. Ce coût est plafonné à un maximum de :

- 1° cinquante m² en ce qui concerne la surface louée;
- 2° 400 euros par m² en ce qui concerne le prix facturé.

Art. 20. Lorsque le demandeur participe individuellement pour la première fois à une foire ou à un salon spécialisé à l'étranger, les coûts admissibles sont les suivants :

- 1° le droit d'inscription à l'évènement choisi;
- 2° les frais de déplacement et de séjour d'un seul délégué du demandeur fixés selon les forfaits établis par le Ministre;
- 3° le coût de location de la surface du stand facturé par l'organisateur de la foire ou du salon ainsi que le coût d'aménagement du stand;
- 4° les frais de montage et de démontage du stand facturés par des entreprises spécialisées professionnelles;
- 5° le coût d'envoi de matériel ou d'animaux de démonstration non-susceptibles de transactions commerciales et rapatriés pour autant que le transport soit effectué par un tiers professionnel du transport.

Concernant l'alinéa 1^{er}, 3°, les coûts d'aménagement portent sur les coûts de location de mobilier, d'installation électrique, d'éclairage et de revêtement de sol.

Sous-section 2. — Coûts admissibles de la participation individuelle active du demandeur à un congrès ou une conférence à l'étranger

Art. 21. Lorsque le demandeur prend la parole lors d'un congrès ou d'une conférence à l'étranger avec inscription payante afin d'effectuer une promotion active des produits et services de ses membres, les coûts admissibles sont les frais de déplacement et de séjour pour un délégué du demandeur fixés selon les forfaits établis par le Ministre ainsi que le droit d'inscription plafonné à 1.600 euros.

Sous-section 3 - Coûts admissibles et obligations du demandeur pour l'organisation d'un stand collectif en tant que maître d'œuvre

Art. 22. Lorsque le demandeur organise à l'étranger pour ses membres un stand collectif lors d'une foire, d'un salon ou d'un évènement à caractère professionnel et international reconnu, les coûts admissibles sont les suivants :

- 1° le droit d'inscription à l'évènement choisi;
- 2° les frais de déplacement et de séjour d'un seul délégué du demandeur calculés selon les forfaits établis par le Ministre;
- 3° le coût de location de la surface du stand facturé par l'organisateur de la foire ou du salon pour autant que le prix facturé ne dépasse pas 400 euros par m²;
- 4° le coût d'aménagement du stand;
- 5° les frais de montage et de démontage du stand facturés par des entreprises spécialisées professionnelles;
- 6° le coût d'envoi de matériel ou d'animaux de démonstration non-susceptibles de transactions commerciales et rapatriés pour autant que le transport soit effectué par un tiers professionnel du transport.

Concernant l'alinéa 1^{er}, 2°, sur raison motivée, les frais de déplacement et de séjour d'un deuxième délégué peuvent être admissibles.

Concernant l'alinéa 1^{er}, 4°, les coûts d'aménagement portent sur les coûts de location de mobilier, d'installation électrique, d'éclairage et de revêtement de sol.

Art. 23. Pour que l'action soit éligible à la subvention, le stand collectif organisé par le demandeur compte au moins cinq entreprises membres éligibles aux aides à l'internationalisation de l'Agence.

Art. 24. Dans le cadre de l'organisation du stand collectif, il incombe au demandeur :

- 1° de fournir à l'Agence, au minimum un mois avant l'ouverture de la foire, la liste des sociétés membres inscrites à la collectivité;
- 2° de facturer directement aux entreprises participantes la partie des frais relatifs à la location et l'aménagement du stand réservées par elles;
- 3° d'informer les entreprises inscrites à la collectivité qu'elles ne peuvent pas solliciter une aide pour les frais de location et d'aménagement de stand auprès de l'Agence pour la foire concernée en raison de l'interdiction du cumul d'une aide individuelle en leur nom propre et de l'aide collective accordée par l'Agence au demandeur pour l'action subventionnée.

Section 4. — Invitation de décideurs étrangers en Belgique

Art. 25. La subvention porte sur l'invitation en Région wallonne de décideurs étrangers dans le cadre de développement de partenariats étrangers actuels ou potentiels.

Art. 26. Les coûts admissibles sont les frais de voyage et de séjour de maximum trois invités clairement identifiés par pays. Ces frais sont fixés selon les forfaits établis par le Ministre.

Art. 27. Le demandeur peut uniquement solliciter une subvention pour maximum trois invitations par pays.

Art. 28. Les frais relatifs aux conjoints et membres de la famille ne sont pas éligibles.

Section 5. — Organisation de séminaires, de conférences et de manifestations en Belgique ou à l'étranger

Art. 29. La subvention porte sur l'organisation par le demandeur de séminaires, de conférences ou de manifestations visant à renforcer la visibilité de la Région wallonne et de ses entreprises à l'étranger.

Art. 30. Les coûts admissibles sont les suivants :

1° les frais de location de salle;

2° les frais de réalisation des supports d'invitations;

3° les frais de location de matériel informatique ou audiovisuel;

4° les frais de déplacement et de séjour de l'orateur invité par le demandeur fixés selon les forfaits établis par le Ministre.

Concernant l'alinéa 1^{er}, 4°, sur raison motivée, les frais de déplacement et de séjour d'un deuxième orateur peuvent être admissibles.

Art. 31. Pour que l'action soit éligible, le thème du séminaire, de la conférence ou de la manifestation est en lien avec le commerce international ou l'exportation.

Art. 32. Un accès libre et gratuit est accordé aux agents de l'Agence par le demandeur aux séminaires, conférences ou manifestations subsidiés sur base du présent arrêté.

Section 6. — Supports de communication destinés à faire connaître les membres wallons du demandeur à l'étranger

Art. 33. La subvention porte sur les services de production de supports de communication destinés à des partenaires ou des entreprises établis à l'étranger en vue de promouvoir les entreprises wallonnes membres du demandeur ou le secteur d'activités que le demandeur représente.

La subvention ne peut pas dépasser le plafond de 10.000 euros sur trois ans par demandeur.

Art. 34. Les coûts admissibles sont :

1° les coûts de production de brochures papiers et digitales;

2° les coûts de production d'insertions publicitaires dans des magazines papiers édités et distribués à l'étranger et de magazines digitaux à destination d'un public étranger;

3° les coûts de production de vidéos et de visites virtuelles interactives.

Ne sont pas admissibles les coûts de production de supports de communication destinés au marché belge.

Le coût d'envoi des supports de communication, ainsi que l'achat de clés USB, de matériel informatique ou photographique ne sont pas des coûts admissibles.

Art. 35. Les prestataires qui fournissent les services de production de brochures, d'insertions publicitaires dans des magazines, de vidéos sont choisis librement par le demandeur. Ces prestataires sont des professionnels externes à l'entreprise du demandeur.

Art. 36. Lorsqu'une subvention est octroyée sur base du présent arrêté pour la publication d'un annuaire ou d'un support équivalent, le demandeur réservera gratuitement un espace minimum d'une page à l'Agence pour la présentation de ses services.

CHAPITRE IV. — *Intensité de l'aide et calcul de la subvention*

Art. 37. Les subventions visées par le présent arrêté couvrent cinquante pour cent des coûts admis des actions éligibles répondant aux conditions du présent arrêté et mentionnées au programme d'actions annuel à l'étranger du demandeur.

Art. 38. Les coûts relatifs à des actions redondantes et concurrentes avec les actions organisées par l'Agence ne sont pas pris en compte dans le calcul du montant de la subvention.

Art. 39. Pour tous les coûts admissibles relatifs à des frais de déplacement et de séjour, le Ministre fixe un forfait dans chacune des zones géographiques qu'il détermine, le cas échéant en prévoyant un forfait différent selon que le voyage concerne un ou plusieurs pays de la zone.

L'Agence publie ces forfaits sur son site internet.

Art. 40. Lorsque le demandeur a reçu une contribution privée réduisant ainsi le coût à sa charge d'une action subsidiée par l'Agence, la subvention est réduite à concurrence du montant de cette contribution privée.

Art. 41. Lorsque le demandeur regroupe des membres de plusieurs régions en Belgique, la subvention est réduite au prorata du nombre d'entreprises membres du demandeur qui sont éligibles aux aides à l'internationalisation de l'Agence.

Art. 42. Dans le cas d'initiatives de chambres de commerce mixtes qui bénéficient également à des entreprises des autres régions, il est appliqué une part de 28,7 pour cent pour le calcul de la subvention. Si les chambres de commerce mixtes peuvent démontrer que la plus-value des initiatives est plus grande pour la Région wallonne ou pour les entreprises établies en Région wallonne, le Ministre peut adapter cette part. Il en va de même si l'Agence peut démontrer que la plus-value des initiatives est moindre pour la Région wallonne ou pour les entreprises établies en Région wallonne.

Art. 43. Lorsque le demandeur est un groupement, l'aide octroyée sur base du présent arrêté n'est pas cumulable avec une autre intervention publique, quels qu'en soient la source, la forme et le but, concernant les mêmes coûts admissibles si, par ce cumul, les plafonds relatifs à l'intensité de l'aide fixés par le présent arrêté sont dépassés.

Art. 44. Le demandeur peut, pour raison motivée, demander l'accord préalable de l'Agence pour adapter en cours de réalisation son programme d'actions uniquement si les modifications n'entraînent pas de dépassement du montant maximum accordé par le Ministre dans l'arrêté de subvention. En cas d'accord de l'Agence, la subvention est recalculée en fonction des coûts admis des modifications d'actions proposées.

Art. 45. En cas de désistement ou d'annulation d'une action, celle-ci ne peut pas bénéficier d'une subvention. Lorsqu'une avance a été octroyée au demandeur pour la réalisation d'une telle action, celle-ci est remboursée.

CHAPITRE V. — Demande de subvention et versement

Section 1^{re}. — introduction d'une demande de subvention

Art. 46. Toute demande de subvention est introduite par le demandeur au plus tard le 30 avril de l'année civile précédant celle durant laquelle son programme d'actions est envisagé.

Art. 47. Le demandeur introduit gratuitement sa demande de subvention en remplissant le formulaire mis à disposition sur le site internet de l'Agence.

Le demandeur confirme expressément dans ce formulaire qu'il respecte le règlement (UE) n° 1407/2013 ou le règlement (UE) n° 1408/2013 ainsi que le présent arrêté. Cette confirmation ne fait pas obstacle à une vérification de ce respect par l'Agence.

En outre, le demandeur s'engage dans ce formulaire à conserver les factures et extraits de comptes attestant valablement du paiement des sommes pour lesquelles une subvention est demandée, durant une période de dix ans débutant à partir de la date du versement de la subvention par l'Agence, sauf prolongation du délai conformément aux dispositions légales en matière de prescription.

Art. 48. Le demandeur joint à sa demande :

- 1° son projet à l'international et son programme d'actions annuel à l'international complet;
- 2° la description de la valeur ajoutée pour l'économie wallonne de son projet à l'international;
- 3° le budget détaillé par action envisagée;
- 4° ses statuts et une description de ses activités ainsi que de sa représentativité en cas de première demande de subvention introduite auprès de l'Agence;
- 5° les modifications éventuelles apportées aux statuts, à ses activités ou à sa représentativité;
- 6° la liste actualisée de ses membres;
- 7° les pièces justificatives ou, lorsque l'Agence a fait application de l'article 57, alinéa 4, la déclaration de créance sur l'honneur relatives à la subvention éventuellement octroyée l'année précédente sur base du présent arrêté;
- 8° la liste des aides qu'il envisage de solliciter, sollicite ou a obtenu auprès de tout organisme, institution ou pouvoir publics pour la réalisation de son programme d'actions à l'international;
- 9° tout document utile pour étayer sa demande.

Concernant l'alinéa 1^{er}, 7°, les pièces justificatives, pour être recevables, sont établies au nom du demandeur.

Art. 49. Pour les missions de prospection et de promotion à l'étranger, le demandeur joint également à sa demande le programme détaillé de la mission reprenant notamment les éléments suivants :

- 1° les dates des déplacements envisagés;
- 2° la présentation du délégué du demandeur et du deuxième délégué lorsque celui-ci a été autorisé conformément à l'article 17;
- 3° ainsi que le programme de rendez-vous, dans la mesure où il est déjà établi.

Art. 50. Pour les foires et salons spécialisés à l'étranger, le demandeur joint également à sa demande le bon de réservation détaillé du stand émanant de l'organisateur de la manifestation et mentionnant au minimum les éléments suivants :

- 1° la surface réservée par le demandeur;
- 2° le prix de location par m² hors TVA.

Art. 51. Pour les supports de communication, le demandeur joint à sa demande :

- 1° pour les brochures : la maquette du support suffisamment détaillée pour permettre de déterminer l'aspect de la brochure finale ainsi que tout bon de commande détaillé reprenant les différents postes de la réalisation des brochures et leur coût respectif;
- 2° pour les insertions publicitaires : la maquette de l'insertion publicitaire suffisamment détaillée pour permettre de déterminer son aspect final ainsi que tout bon de commande détaillé reprenant les différents postes de la réalisation de l'insertion publicitaire et leur coût respectif;
- 3° pour les vidéos ou visites virtuelles interactives : le synopsis ou l'arborescence reprenant en détail les thèmes évoqués par le support promotionnel et le devis de la société réalisatrice reprenant les différents postes de réalisation du support ainsi que leur coût respectif.

Art. 52. L'ensemble des montants figurant dans la demande de subvention sont mentionnés en euros.

Art. 53. L'Agence accuse réception de la demande.

Section 2. — Examen de la demande de subvention et décision du Ministre

Art. 54. L'Agence examine la demande et peut inviter le demandeur à lui fournir tout complément d'information qu'elle juge utile.

L'Agence refuse toute demande qui ne respecte pas les conditions d'octroi. Dans les autres cas, l'Agence instruit la demande.

Art. 55. Au terme de son instruction, l'Agence soumet une proposition de décision au Ministre. Celui-ci rejette la demande ou il l'accepte. En cas d'acceptation, il adopte un arrêté de subvention, qui fixe le montant maximum accordé, ainsi que les conditions d'octroi de la subvention.

L'Agence assure le suivi de la décision du Ministre et la notifie au demandeur.

Section 3. — Versement de la subvention et délais de forclusion

Art. 56. Le demandeur dispose d'un délai maximum de quatre mois à dater du 31 décembre de l'année civile sur laquelle porte la subvention accordée pour transmettre à l'Agence sa demande de versement complète. Passé ce délai, la demande est rejetée.

Art. 57. La demande de versement se compose d'une déclaration de créance, établie conformément au modèle mis à disposition sur le site internet de l'Agence, et de toutes les pièces justificatives requises.

La déclaration de créance est signée par la personne habilitée à représenter le demandeur.

L'Agence publie sur son site internet la liste des pièces justificatives demandées pour chaque type de subvention.

Par application du principe de confiance, conçu comme un moyen de réaliser la simplification administrative, et pour les catégories de subventions visées par le présent arrêté qu'elle détermine, l'Agence peut dans un premier temps exiger uniquement du demandeur le dépôt d'une déclaration de créance sur l'honneur et d'un rapport d'activités ou du programme annuel subventionné, en se réservant la possibilité de procéder à un contrôle dans un second temps et d'exiger alors la production des pièces justificatives. L'Agence précise sur son site internet les éléments devant figurer dans le rapport d'activités du demandeur.

Art. 58. L'Agence peut accorder au demandeur une avance de cinquante pour cent sur la subvention octroyée.

Cette avance peut uniquement être accordée au demandeur dont la demande a été acceptée par une décision du Ministre. Elle n'est pas accordée pour les programmes d'actions qui sont déjà achevés. Le demandeur sollicite cette avance en recourant à la déclaration de créance dont le modèle est mis à disposition sur le site internet de l'Agence et en joignant les pièces justificatives requises dont la liste est publiée sur le même site.

L'Agence peut à cet égard appliquer le principe de confiance et le précise le cas échéant sur son site internet.

L'octroi d'une avance par l'Agence ne fait pas naître de droit à la subvention dans le chef du demandeur.

Le demandeur qui a perçu une avance introduit sa demande de versement du solde de la subvention dans le délai visé à l'article 56. Il rembourse à l'Agence sans délai tout ou partie de l'avance perçue si le délai précité est dépassé, si des actions du programme annuel sont annulées ou s'il se désiste d'actions prévues dans son programme annuel.

Art. 59. Lorsque le demandeur a produit une demande de versement incomplète, l'Agence l'informe des documents manquants.

Ceci ne suspend pas le délai visé à l'article 56.

Art. 60. Lorsque le demandeur est débiteur de montants exigibles vis-à-vis de l'Agence, l'Agence informe le demandeur qu'elle n'accorde pas la subvention demandée tant que ces montants n'ont pas été payés. Aucune compensation ne peut avoir lieu entre les dettes du demandeur envers l'Agence et une subvention visée par le présent arrêté.

Ceci ne suspend pas le délai visé à l'article 56.

Art. 61. Lorsque l'Agence constate que le demandeur ne remplit pas ou plus les conditions d'octroi de la subvention ou de l'avance, elle refuse la demande de versement et en informe le demandeur. A cet égard, il est indifférent que la décision du Ministre d'accepter la subvention ait déjà été notifiée au demandeur.

Au besoin, l'Agence peut inviter le demandeur à lui fournir, dans le mois, tout complément d'information qu'elle juge utile pour vérifier que le demandeur remplit toujours les conditions d'octroi. Cette demande de l'Agence est notifiée au demandeur. Le délai d'un mois précité court à compter du lendemain de la notification de la demande de complément d'information par l'Agence.

Art. 62. Lorsque le demandeur a produit une demande de versement complète et est en ordre de paiement vis-à-vis de l'Agence, celle-ci le lui indique dans une notification de paiement qui précise le montant définitif de la subvention octroyée. Cette notification fait naître le droit à la subvention dans le chef du demandeur conformément à l'article 6.

Section 4. — Contrôle

Art. 63. Lorsque l'Agence a versé la subvention en appliquant le principe de confiance prévu à l'article 57, alinéa 4, elle peut procéder, à tout moment, à un contrôle et inviter le demandeur à lui fournir dans un délai d'un mois :

- 1° les factures détaillées relatives aux actions pour lesquelles la subvention a été versée;
- 2° les extraits de compte ou décomptes de carte de crédit, identifiant clairement l'identité du donneur d'ordre;
- 3° tout autre document demandé par l'Agence.

Concernant l'alinéa 1^{er}, 2° les paiements en espèce ou par compensation de biens ou de services ne sont pas autorisés.

Les extraits de compte ou décomptes de carte de crédit visés à l'alinéa 1^{er}, 2°, constituent les seules preuves de paiement acceptées par l'Agence.

Après examen des pièces justificatives complètes, l'Agence adresse une notification au demandeur pour lui indiquer s'il a produit des documents probants ou non et si toutes les conditions d'octroi de la subvention prévues par le présent arrêté ont été respectées.

Si le demandeur n'a pas répondu à l'invitation de l'Agence, un rappel lui est adressé. Un second rappel peut être adressé au demandeur.

Art. 64. Si le demandeur n'a donné aucune suite aux deux rappels éventuels ou si les documents qu'il a transmis à l'Agence ne sont pas probants, il rembourse tout ou partie de la subvention concernée.

L'Agence adresse au demandeur un envoi recommandé précisant les modalités de remboursement. À défaut de remboursement, l'Agence peut introduire une action en justice.

Art. 65. Lorsque le demandeur rembourse des subventions en vertu de l'article 63, l'Agence peut procéder au contrôle de toute autre subvention octroyée à ce demandeur. Elle peut à cet égard remonter jusqu'à dix ans avant le versement de la dernière subvention octroyée au demandeur.

Ce contrôle s'effectue selon la procédure décrite aux articles 63 et 64.

Section 5. — Remboursement de la subvention versée

Art. 66. Outre les dispositions énoncées par les articles 61 et 62 du décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publiques wallonnes, le demandeur qui a perçu une subvention ou une avance visée par le présent arrêté la rembourse dans sa totalité à l'Agence, lorsqu'il :

- 1° ne respecte pas une ou plusieurs des conditions d'octroi de la subvention ou de l'avance;
- 2° affecte les fonds reçus à d'autres fins que celles pour lesquelles ils ont été obtenus;
- 3° n'a pas remboursé l'avance comme requis par l'article 58, alinéa 4;
- 4° a obtenu ou a conservé la subvention en communiquant sciemment des renseignements inexacts ou incomplets, sans préjudice d'une éventuelle poursuite pénale.

En outre, le demandeur rembourse à l'Agence la partie de la subvention qui dépasse le montant maximum justifié par les pièces justificatives admises.

Le demandeur se trouvant dans au moins une des situations précitées est privé de toute nouvelle subvention visée par le présent arrêté et exclu de toute action collective de l'Agence, tant qu'il ne rembourse pas la subvention ou l'avance concernée. En outre, l'Agence peut décider que le demandeur ne peut plus solliciter de subventions auprès de l'Agence pendant une période de trois années prenant cours à la date du remboursement de la subvention ou de l'avance concernée.

CHAPITRE VI. — Dispositions finales

Art. 67. Le Ministre qui a l'économie et le commerce extérieur dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 9 juillet 2020.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,
W. BORSUS

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2020/42511]

9. JULI 2020 — Erlass der Wallonischen Regierung über die Förderung der Internationalisierung von Unternehmensverbänden, gemischten Handelskammern und ihren Mitgliedern

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 2. April 1998 zur Gründung der Wallonischen Agentur für Export und ausländische Investitionen ("Agence wallonne à l'exportation et aux investissements étrangers"), Artikel 2 Absatz 1 Ziffer 2 und Absatz 5, abgeändert durch das Dekret vom 28. April 2016;

Aufgrund der am 26. Oktober 2018 abgegebenen Stellungnahme des Verwaltungsrats der Wallonischen Agentur für Export und ausländische Investitionen;

Aufgrund des Berichts vom 26. März 2019, der gemäß Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellt wurde;

Aufgrund der am 3. April 2019 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 18. April 2019 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des am 20. Mai 2019 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens 66.038/2 des Staatsrats;

In Erwägung der am 28. Mai 2019 abgegebenen Stellungnahme des Wirtschafts- und Sozialrates der Wallonischen Region Nr. 1432;

Auf Vorschlag des Ministers für Wirtschaft und Außenhandel;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — Allgemeine Bestimmungen

Artikel 1 - Zwecks der Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° Verband: die berufliche, überberufliche oder sektorielle Organisation, die Unternehmen vertritt, keine Gewinnerzielungsabsicht hat, und für ihre Mitglieder Projekte organisiert, die das internationale Unternehmertum ab der Wallonischen Region fördern;

2° gemischte Handelskammer: eine Vereinigung, die keine Gewinnerzielungsabsicht hat, und deren Aktivität darauf abzielt, die Handelsbeziehungen zwischen der Wallonischen Region und einem oder mehreren anderen Ländern oder einer anderen Region zu fördern, und die Projekte organisiert, die das internationale Unternehmertum ab der Wallonischen Region fördern;

3° Minister: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Außenhandel gehört;

4° Agentur: die Wallonische Agentur für Export und ausländische Investitionen ("Agence wallonne à l'exportation et aux investissements étrangers");

5° Antragsteller: der Verband bzw. die gemischte Handelskammer, der bzw. die einen auf dem vorliegenden Erlass basierenden Zuschussantrag eingereicht hat;

6° Aktionsprogramm: das Dokument, in dem die zur Werbung dienenden Aktionen bzw. Instrumente aufgeführt sind, die der Antragsteller im Rahmen seiner Schritte zur internationalen Markterkundung und Werbung im Laufe des nächsten Kalenderjahrs hauptsächlich im Ausland durchzuführen bzw. einzusetzen gedenkt;

7° förderfähige Aktionen: alle im Aktionsprogramm des Antragstellers angeführten Initiativen, die ganz oder teilweise durch einen auf dem vorliegenden Erlass basierenden Zuschuss gedeckt werden können;

8° beihilfefähige Kosten: die gesamten Kosten, die dem Antragsteller unmittelbar entstehen und die ganz oder teilweise durch einen auf dem vorliegenden Erlass basierenden Zuschuss gedeckt werden können, wobei diese Kosten jeweils ohne Mehrwertsteuer oder sonstige Steuern oder eventuelle Nachlässe zu berücksichtigen sind;

9° zugelassene Kosten: alle beihilfefähigen Kosten, die dem Antragsteller unmittelbar entstehen und zwecks der Berechnung des Zuschusses nach Anwendung der in vorliegendem Erlass genannten Begrenzungen in Betracht gezogen werden;

10° Gemeinschaftsstand oder Gemeinschaft: im Rahmen einer Messe oder Ausstellung die Gruppierung auf ein und derselben Fläche von mehreren Mitgliedern des Antragstellers unter seinem Banner, wobei jeder von einem Mitglied besetzte Bereich deutlich abgegrenzt ist, ohne die gemeinschaftliche Harmonie zu stören;

11° im Rahmen der von der Agentur gewährten Beihilfen zur Förderung der Internationalisierung förderfähiges Unternehmen: das bei der Agentur eingetragene Unternehmen, das über einen Hauptbetriebssitz in der Wallonischen Region verfügt, und ein internationales Projekt hat;

12° Hauptbetriebssitz: jede Niederlassung oder Geschäftsstelle, die einen gewissermaßen stabilen Charakter aufweist und innerhalb der Gesamtheit des Unternehmens die meistens Arbeitnehmer beschäftigt;

13° Verordnung (EU) Nr. 1407/2013: die Verordnung (EU) Nr. 1407/2013 der Kommission vom 18. Dezember 2013 über die Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union auf De-minimis-Beihilfen;

14° Verordnung (EU) Nr. 1408/2013: die Verordnung (EU) Nr. 1408/2013 der Kommission vom 18. Dezember 2013 über die Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union auf De-minimis-Beihilfen im Agrarsektor.

In Bezug auf Absatz 1 Ziffer 10 wird die Koordinierung der gesamten Schritte im Zusammenhang mit der Organisation der Veranstaltung ausschließlich vom Antragsteller gewährleistet.

In Bezug auf Absatz 1 Ziffer 11 erbringt ein erfolgreiches internationales Projekt eines Unternehmens eine Wertschöpfung für die wallonische Wirtschaft, die sich in der Schaffung oder Aufrechterhaltung von Arbeitsstellen in der wallonischen Region, in der Entwicklung der Produktion von Gütern oder Dienstleistungen in der wallonischen Region, auch in der Innovation widerspiegelt. Forschung und Entwicklung, geistiges Eigentum, Umsatz, Arbeitsplätze und Direktinvestitionen in der Wallonischen Region sowie deren jeweilige Entwicklung werden bei der kontinuierlichen Bewertung der Wertschöpfung in der Wallonischen Region berücksichtigt. Die vom Unternehmen erbrachte Wertschöpfung wird an erster Stelle berücksichtigt. Die Wertschöpfung bei den wallonischen Subunternehmern wird an zweiter Stelle berücksichtigt.

Art. 2 - Die Zuschüsse nach vorliegendem Erlass sind *De-minimis-Beihilfen* im Sinne der Verordnung (EU) Nr. 1407/2013 oder der Verordnung (EU) Nr. 1408/2013.

KAPITEL II — Allgemeine Bedingungen in Sachen Förderfähigkeit und Gewährung

Art. 3 - Die in vorliegendem Erlass genannten Zuschüsse sind den Verbänden und gemischten Handelskammern vorbehalten, die international ausgerichtete Aktivitäten entwickeln, die in einem jährlichen Aktionsprogramm im Ausland zusammengelegt und zur Markterkundung bestimmt sind.

Das jährliche Aktionsprogramm sowie das internationale Projekt des Antragstellers erbringen eine Wertschöpfung für die wallonische Wirtschaft.

Wenn der Antragsteller ein Verband ist, ist er in der Wallonie stabil verankert, was dadurch zum Ausdruck kommt, dass er eine eigene Niederlassung in der Wallonischen Region hat, oder ein bedeutender Anteil seiner Mitglieder einen Hauptbetriebssitz in der Wallonischen Region haben.

Art. 4 - Die Zuschüsse werden innerhalb der zur Verfügung stehenden Haushaltsmittel gewährt.

Art. 5 - Der Antragsteller ist bei der Zentralen Datenbank der Unternehmen eingetragen, und, wenn es sich um eine gemischte Handelskammer handelt, die im Ausland niedergelassen ist, ist diese bei den Behörden des Landes eingetragen, wo sich der Sitz ihrer Niederlassung befindet.

Art. 6 - Anspruch auf einen im vorliegenden Erlass erwähnten Zuschuss hat der Antragsteller nur, wenn die folgenden Bedingungen erfüllt werden:

1° der Zuschussantrag wird vom Minister genehmigt;

2° die Agentur hat dem Antragsteller eine Zahlungsmitteilung zugeschickt, in der der endgültig Betrag des Zuschusses angegeben wird, insbesondere unter Berücksichtigung der Gewährungsbedingungen, der anwendbaren Höchstbeträge, der ehrenwörtlichen Forderungsanmeldung des Antragstellers oder der Belege.

In Bezug auf Absatz 1 Ziffer 1 wird in dem Gewährungserlass des Ministers der Höchstbetrag des Zuschusses unter Berücksichtigung der beihilfefähigen Kosten angegeben.

Art. 7 - Um zulässig zu sein, muss der Zuschussantrag vom Antragsteller nach den Artikeln 46 ff. eingereicht werden.

Um förderfähig zu sein, darf das Aktionsprogramm des Antragstellers nicht vor dem Einreichen des Antrags eingeleitet worden sein. Wenn der Antragsteller sein Aktionsprogramm unverzüglich nach diesem Einreichen einleitet und ihm der beantragte Zuschuss schließlich verweigert wird, dann trägt allein der Antragsteller die mit dieser Einleitung verbundenen Kosten.

Art. 8 - Der Antragsteller oder die Anspruch habenden Mitgliedsunternehmen können keine in vorliegendem Erlass genannten Zuschüsse erhalten, wenn sie die Bedingungen der Verordnung (EU) Nr. 1407/2013 oder der Verordnung (EU) Nr. 1408/2013 (wenn sie dem Agrarsektor angehören) nicht einhalten.

Art. 9 - Bei der Bewertung des Zuschussantrags des Antragstellers durch die Agentur werden insbesondere berücksichtigt:

1° das Aktionsprogramm im Ausland und das internationale Projekt des Antragstellers, die, wenn sie erfolgreich sind, eine Wertschöpfung für die wallonische Wirtschaft, insbesondere im Bereich der Schaffung oder Aufrechterhaltung von Arbeitsplätzen in der Wallonischen Region oder im Bereich der Entwicklung der Produktion von Waren und Dienstleistungen in der Wallonischen Region, oder aber in Sachen Innovation, erbringen werden;

2° die Repräsentativität des Antragstellers für den betreffenden Bereich und für die wallonische Wirtschaft;

3° die Fähigkeit des Antragstellers, das vorgeschlagene jährliche Aktionsprogramm und das internationale Projekt zu verwirklichen und zur Internationalisierung der wallonischen Wirtschaft beizutragen;

4° die Fähigkeit des Antragstellers, ergänzende Aktionen und mit dem jährlichen Aktionsprogramm der Agentur nicht redundante Aktionen zu organisieren;

5° die Fähigkeit des Antragstellers, innovative Aktionen in Bezug auf diejenigen Aktionen vorzuschlagen, die er bereits organisiert hat oder an denen er in den vergangenen Jahren teilgenommen hat, unbeschadet der wiederholten Planung internationaler Treffen, die für den betreffenden Tätigkeitsbereich unerlässlich sind.

In Bezug auf Absatz 2 Ziffer 1 schätzt die Agentur den realitätsnahen Charakter dieser Wertschöpfung für die wallonische Wirtschaft ein, gegebenenfalls indem sie die Regionalbüros der Agentur oder die Mitglieder ihres Netzes im Ausland zur Begutachtung heranzieht.

Die Agentur kann die Bewertungskriterien des Zuschussantrags näher bestimmen, und veröffentlicht sie auf ihrer Website.

Art. 10 - Der Antragsteller beachtet die gesetzlichen Bestimmungen, die die Ausübung seiner Aktivität regeln, und kommt seinen steuer-, sozial- und umweltrechtlichen Verpflichtungen nach.

Das Aktionsprogramm und das internationale Projekt entsprechen den nationalen und internationalen Normen, die auf den Tätigkeitsbereich des Antragstellers anwendbar sind, worunter auch den eventuellen berufsethischen Regeln.

Art. 11 - Im Falle des Konkurses, der Auflösung, der freiwilligen oder gerichtlichen Liquidation des Antragstellers oder der Einleitung einer gerichtlichen Reorganisation im Sinne von Titel V des Buches XX des Wirtschaftsgesetzbuches vom 28. Februar 2013 wird der Zuschuss nicht gewährt.

Art. 12 - Es darf kein im vorliegenden Erlass genannter Zuschuss zu den folgenden Zwecken gewährt werden:

1° interne Aufwendungen des Antragstellers oder Ausgaben für Kosten, die von Lieferanten oder Dienstleistern in Rechnung gestellt werden, die in rechtlicher, finanzieller, funktionaler oder struktureller Verbindung mit dem Antragsteller stehen;

2° die Vergütung für Produkte oder Dienstleistungen, die der Antragsteller an seine eigenen Mitglieder verkauft, einschließlich etwaiger Eintrittsgelder für aufgrund des vorliegenden Erlasses bezuschusste Aktionen;

3° zur Deckung von Ausgaben mit luxuriösem Charakter.

Art. 13 - Die Mitgliedsunternehmen des Antragstellers dürfen bei der Agentur keine individuelle Beihilfe in ihrem eigenen Namen und auch nicht die kollektive Beihilfe beantragen, die die Agentur dem Antragsteller für die beihilfefähigen Kosten der bezuschusten Aktion gewährt.

Art. 14 - Für jede Aktion und jeden Kommunikationsträger, die / der von der Agentur bezuschusst wird, führt der Antragsteller auf deutlich sichtbare Weise und nach den von der Agentur bestimmten Modalitäten den folgenden Vermerk an: "Diese Aktion wird mit der Unterstützung der Wallonischen Agentur für Export und ausländische Investitionen geführt".

Art. 15 - Jeder aufgrund des vorliegenden Erlasses gewährte Zuschuss wird im Jahresabschluss des Zuschussempfängers aufgeführt.

KAPITEL III — Förderfähige Aktionen und beihilfefähige Kosten

Abschnitt 1 — Allgemeine Bestimmung

Art. 16 - Ein Zuschuss kann dem Antragsteller für die Durchführung eines jährlichen Aktionsprogramms gewährt werden, das hauptsächlich im Ausland durchgeführt wird und folgende Initiativen umfasst:

1° Markterkundung und Werbung im Ausland:

a) Missionen, die vom Antragsteller individuell organisiert oder in Zusammenarbeit mit der Agentur durchgeführt werden;

b) vom Antragsteller organisierte kollektive Missionen;

2° Fachmessen und -ausstellungen im Ausland:

a) die individuelle Teilnahme des Antragstellers an Fachmessen und -ausstellungen im Ausland;

b) die individuelle aktive Teilnahme des Antragstellers an Kongressen oder Konferenzen im Ausland;

c) die Organisation eines Gemeinschaftsstands durch den Antragsteller;

3° die Einladungen nach Belgien von ausländischen Entscheidungsträgern;

4° die Organisation von Seminaren in Belgien oder im Ausland;

5° die Kommunikationsträger, die die wallonischen Mitglieder im Ausland bekannt machen sollen.

Abschnitt 2 — Missionen zur Markterkundung und Werbung im Ausland

Unterabschnitt 1 — Beihilfefähige Kosten im Rahmen von Missionen, die vom Antragsteller individuell organisiert oder in Zusammenarbeit mit der Agentur durchgeführt werden

Art. 17 - Wenn der Antragsteller individuell eine Markterkundungs- oder Werbemission im Ausland organisiert oder an einer von der Agentur organisierten Markterkundungs- oder Werbemission teilnimmt, sind die beihilfefähigen Kosten die Reise- und Aufenthaltskosten nach den vom Minister für einen einzelnen Delegierten des Antragstellers festgelegten Pauschalbeträgen. Reise- und Aufenthaltskosten für einen zweiten Delegierten können aus einem gerechtfertigten Grund beihilfefähig sein.

Unterabschnitt 2 — Beihilfefähige Kosten im Rahmen von kollektiven Missionen, die vom Antragsteller als Organisator durchgeführt werden

Art. 18 - Wenn der Antragsteller für seine Mitglieder eine kollektive Markterkundungs- und Werbemission im Ausland organisiert, sind die beihilfefähigen Kosten:

1° die gemeinschaftlichen Fahrtkosten im Reisebus;

2° die Mietkosten für einen Saal;

3° die Reise- und Aufenthaltskosten für einen Delegierten des Antragstellers nach den vom Minister festgelegten Pauschalbeträgen;

4° die Reise- und Aufenthaltskosten für einen einzigen Delegierten pro Mitglied des Antragstellers, der an der kollektiven Mission teilnimmt, nach den vom Minister festgelegten Pauschalbeträgen.

In Bezug auf Absatz 1 Ziffer 3 können Reise- und Aufenthaltskosten für einen zweiten Delegierten aus einem gerechtfertigten Grund beihilfefähig sein.

In Bezug auf Absatz 1 Ziffer 4 ist das Mitglied des Antragstellers ein im Rahmen der von der Agentur gewährten Beihilfen zur Förderung der Internationalisierung förderfähiges Unternehmen.

Abschnitt 3 — Fachmessen und -ausstellungen im Ausland

Unterabschnitt 1 — Beihilfefähige Kosten für die individuelle Teilnahme des Antragstellers an einer Fachmesse oder -ausstellung im Ausland

Art. 19 - Wenn der Antragsteller individuell an einer Fachmesse oder -ausstellung im Ausland teilnimmt, sind nur die vom Organisator der Veranstaltung in Rechnung gestellten Kosten für die Miete der Standfläche beihilfefähig. Die Höchstgrenze für diese Kosten entspricht:

1° fünfzig m², was die gemietete Standfläche betrifft;

2° 400 Euro je m², was den in Rechnung gestellten Preis betrifft.

Art. 20 - Wenn der Antragsteller zum ersten Mal individuell an einer Fachmesse oder -ausstellung im Ausland teilnimmt, sind die beihilfefähigen Kosten die folgenden:

1° die Teilnahmegebühr für den ausgewählten Event;

2° die Reise- und Aufenthaltskosten für einen einzigen Delegierten des Antragstellers nach den vom Minister festgelegten Pauschalbeträgen;

3° die Kosten für die Miete der Standfläche, die vom Veranstalter der Messe oder Ausstellung in Rechnung gestellt werden, sowie die Kosten für die Einrichtung des Standes;

4° die Kosten für den Auf- und Abbau des Standes, die von professionellen Fachfirmen in Rechnung gestellt werden;

5° die Kosten für die Versendung von Material oder Vorführtieren, die nicht Gegenstand von Handelsgeschäften sind und zurückgeschickt werden, sofern der Transport von einem professionellen Dritttransportunternehmen durchgeführt wird.

In Bezug auf Absatz 1 Ziffer 3 umfassen die Einrichtungskosten die Kosten für die Miete von Möbeln, für die elektrische Installation, die Beleuchtung und den Bodenbelag.

Unterabschnitt 2 — Beihilfefähige Kosten für die individuelle aktive Teilnahme des Antragstellers an einem Kongress oder einer Konferenz im Ausland

Art. 21 - Wenn der Antragsteller auf einem Kongress oder einer Konferenz im Ausland mit bezahlter Anmeldung das Wort ergreift, um aktiv für die Produkte und Dienstleistungen seiner Mitglieder zu werben, sind die beihilfefähigen Kosten die Reise- und Aufenthaltskosten für einen Delegierten des Antragstellers, die nach den vom Minister festgelegten Pauschalbeträgen festgelegt werden, sowie die Anmeldegebühr, die auf maximal 1.600 Euro begrenzt ist.

Unterabschnitt 3 — Beihilfefähige Kosten und Verpflichtungen des Antragstellers für die Organisation eines Gemeinschaftsstands als Organisator

Art. 22 - Wenn der Antragsteller für seine Mitglieder im Ausland einen Gemeinschaftsstand anlässlich einer Messe, einer Ausstellung oder eines international anerkannten fachlichen Events organisiert, sind die beihilfefähigen Kosten:

1° die Teilnahmegebühr für den ausgewählten Event;

2° die Reise- und Aufenthaltskosten für einen einzigen Delegierten des Antragstellers nach den vom Minister festgelegten Pauschalbeträgen;

3° die Kosten für die Miete der Standfläche, die vom Veranstalter der Messe oder Ausstellung in Rechnung gestellt werden, soweit der in Rechnung gestellte Preis 400 Euro pro m² nicht überschreitet;

4° die Kosten für die Einrichtung des Standes;

5° die Kosten für den Auf- und Abbau des Standes, die von professionellen Fachfirmen in Rechnung gestellt werden;

6° die Kosten für die Versendung von Material oder Vorführtieren, die nicht Gegenstand von Handelsgeschäften sind und zurückgeschickt werden, sofern der Transport von einem professionellen Dritttransportunternehmen durchgeführt wird.

In Bezug auf Absatz 1 Ziffer 2 können Reise- und Aufenthaltskosten für einen zweiten Delegierten aus einem gerechtfertigten Grund beihilfefähig sein.

In Bezug auf Absatz 1 Ziffer 4 umfassen die Einrichtungskosten die Kosten für die Miete von Möbeln, für die elektrische Installation, die Beleuchtung und den Bodenbelag.

Art. 23 - Damit die Aktion im Rahmen des Zuschusses förderfähig sein kann, muss der vom Antragsteller organisierte Gemeinschaftsstand mindestens fünf Mitgliedsunternehmen umfassen, die im Rahmen der Beihilfen der Agentur zur Förderung der Internationalisierung beihilfefähig sind.

Art. 24 - Im Rahmen der Organisation des Gemeinschaftsstandes obliegt es dem Antragsteller:

1° der Agentur mindestens einen Monat vor der Eröffnung der Messe die Liste der Mitgliedsgesellschaften, die für die Gemeinschaft angemeldet sind, mitzuteilen;

2° den teilnehmenden Unternehmen den Teil der Kosten für die Miete und die Einrichtung des von ihnen reservierten Bereichs des Standes direkt in Rechnung zu stellen;

3° die Unternehmen, die für die Gemeinschaft angemeldet sind, darüber zu informieren, dass sie bei der Agentur keine Beihilfe für die Kosten in Bezug auf die Miete und Einrichtung des Standes für die betreffende Messe beantragen können, da es verboten ist, gleichzeitig eine individuelle Beihilfe im eigenen Namen und die kollektive Beihilfe, die die Agentur dem Antragsteller für die bezuschusste Aktion gewährt, gleichzeitig zu beziehen.

Abschnitt 4 — Einladung nach Belgien von ausländischen Entscheidungsträgern

Art. 25 - Der Zuschuss betrifft die Einladung von ausländischen Entscheidungsträgern in die Wallonische Region im Rahmen der Entwicklung bestehender oder potenzieller ausländischer Partnerschaften.

Art. 26 - Die beihilfefähigen Kosten sind die Reise- und Aufenthaltskosten für höchstens drei eindeutig identifizierte Gäste pro Land. Diese Kosten werden nach den vom Minister festgelegten Pauschalbeträgen festgelegt.

Art. 27 - Der Antragsteller kann lediglich einen Zuschuss für höchstens drei Einladungen pro Land beantragen.

Art. 28 - Kosten für die Ehepartner und Mitglieder der Familie sind nicht förderfähig.

Abschnitt 5 — Organisation von Seminaren, Konferenzen und Veranstaltungen in Belgien oder im Ausland

Art. 29 - Der Zuschuss betrifft die Organisation durch den Antragsteller von Seminaren, Konferenzen oder Veranstaltungen, die dazu bestimmt sind, die Sichtbarkeit der Wallonischen Region und ihrer Unternehmen im Ausland voranzutreiben.

Art. 30 - Die beihilfefähigen Kosten sind:

1° die Mietkosten für einen Saal;

2° die Kosten für die Einladungsbriefe, -karten, usw.;

3° die Kosten, um Computerausrüstung oder audiovisuelle Geräte zu mieten;

4° die Reise- und Aufenthaltskosten des vom Antragsteller eingeladenen Referenten nach den vom Minister festgelegten Pauschalbeträgen.

In Bezug auf Absatz 1 Ziffer 4 können Reise- und Aufenthaltskosten für einen zweiten Referenten aus einem gerechtfertigten Grund beihilfefähig sein.

Art. 31 - Damit die Aktion förderfähig ist, muss das Thema des Seminars, der Konferenz oder der Veranstaltung einen Bezug zum internationalen Handel oder Export haben.

Art. 32 - Der Antragsteller gewährt dem Personal der Agentur freien und kostenlosen Zugang zu den aufgrund des vorliegenden Erlasses bezuschussten Seminaren, Konferenzen oder Veranstaltungen.

Abschnitt 6 — Kommunikationsträger, die die wallonischen Mitglieder des Antragstellers im Ausland bekannt machen sollen

Art. 33 - Der Zuschuss betrifft die Dienstleistungen zur Erstellung von Kommunikationsträgern für im Ausland ansässige Partner oder Unternehmen, um die wallonischen Unternehmen, die Mitglieder des Antragstellers sind, oder den Tätigkeitsbereich, den der Antragsteller vertritt, zu fördern.

Der Zuschuss darf höchstens 10.000 Euro über drei Jahre pro Antragsteller betragen.

Art. 34 - Die beihilfefähigen Kosten sind:

1° Kosten für die Erstellung von Papier- und digitalen Broschüren;

2° Kosten für die Erstellung von Werbeinseraten in gedruckte Zeitschriften, die im Ausland herausgegeben und verteilt werden, und von digitalen Zeitschriften für ausländische Interessenten;

3° Kosten für die Herstellung von Videos und interaktiven virtuellen Besichtigungen.

Kosten für die Herstellung von für den belgischen Markt bestimmten Kommunikationsträgern sind nicht zulässig.

Die Kosten für die Sendung der Kommunikationsträger sowie für den Kauf von USB-Sticks, Computer- oder Fotoausrüstung sind nicht beihilfefähig.

Art. 35 - Der Antragsteller hat die freie Wahl der Leistungsträger für die Erstellung von Broschüren, Videos oder Werbeinseraten in Zeitschriften. Bei diesen Leistungsträgern geht es um Fachleute, die nicht zum Unternehmen des Antragstellers gehören.

Art. 36 - Wenn aufgrund des vorliegenden Erlasses ein Zuschuss für die Veröffentlichung eines Verzeichnisses oder eines gleichwertigen Trägers gewährt wird, wird der Antragsteller kostenlos mindestens eine Seite für die Agentur vorbehalten, damit Letztere ihre Dienstleistungen präsentieren kann.

KAPITEL IV — Intensität der Beihilfe und Berechnung des Zuschusses

Art. 37 - Die im vorliegenden Erlass genannten Zuschüsse decken fünfzig Prozent der zugelassenen Kosten der förderfähigen Aktionen, die den Bedingungen des vorliegenden Erlasses genügen und im jährlichen ausländischen Aktionsprogramm des Antragstellers angeführt sind.

Art. 38 - Kosten im Zusammenhang mit redundanten Aktionen, die in Konkurrenz zu von der Agentur organisierten Aktionen stehen, werden bei der Berechnung des Zuschussbetrags nicht berücksichtigt.

Art. 39 - Für alle beihilfefähigen Reise- und Aufenthaltskosten legt der Minister einen Pauschalbetrag in jedem der von ihm bestimmten geografischen Gebiete fest. Gegebenenfalls sieht er einen unterschiedlichen Pauschalbetrag vor, je nachdem die Reise ein oder mehrere Länder des Gebiets betrifft.

Die Agentur veröffentlicht diese Pauschalbeträge auf ihrer Website.

Art. 40 - Wenn der Antragsteller einen privaten Beitrag erhalten hat, so dass die zu seinen Lasten fallenden Kosten für eine von der Agentur bezuschusste Aktion gesenkt werden, so wird der Zuschuss um die Höhe dieses privaten Beitrags gekürzt.

Art. 41 - Wenn der Antragsteller Mitglieder aus verschiedenen Regionen Belgiens umfasst, wird der Zuschuss verhältnismäßig zur Anzahl Unternehmen, die Mitglieder des Antragstellers sind, und die im Hinblick auf die Beihilfen der Agentur zur Förderung der Internationalisierung förderfähig sind, gekürzt.

Art. 42 - Im Falle von Initiativen von gemischten Handelskammern, die ebenfalls Unternehmen der anderen Regionen zugutekommen, wird zwecks der Berechnung des Zuschusses ein Anteil von 28,7 Prozent angewendet. Wenn die gemischten Handelskammern nachweisen können, dass der Mehrwert der Initiativen für die Wallonische Region oder für die in der Wallonischen Region niedergelassenen Unternehmen größer ist, so kann der Minister diesen Anteil anpassen. Gleiches gilt, wenn die Agentur nachweisen kann, dass der Mehrwert der Initiativen für die Wallonische Region oder für die in der Wallonischen Region niedergelassenen Unternehmen kleiner ist.

Art. 43 - Wenn der Antragsteller ein Verband ist, kann die aufgrund des vorliegenden Erlasses gewährte Beihilfe mit keiner anderen öffentlichen Beteiligung gleichzeitig bezogen werden, was deren Quelle, Form und Zweck auch sein mag, wenn diese Beteiligung dieselben beihilfefähigen Kosten betrifft, und wenn durch diese Kumulierung die in vorliegendem Erlass festgelegten Höchstbeträge in Bezug auf die Intensität der Beihilfe überschritten werden.

Art. 44 - Aus einem gerechtfertigten Grund kann der Antragsteller die vorherige Zustimmung der Agentur beantragen, um sein Aktionsprogramm während seiner Durchführung anzupassen, dies jedoch nur, wenn die Änderungen keine Überschreitung des vom Minister im Erlass zur Gewährung des Zuschusses bewilligten Höchstbetrags mit sich bringen. Stimmt die Agentur zu, so wird der Zuschuss aufgrund der zugelassenen Kosten der vorgeschlagenen Aktionsänderungen neu berechnet.

Art. 45 - Wenn eine Aktion zurückgezogen oder annulliert wird, kann für sie kein Zuschuss erhalten werden. Wenn dem Antragsteller für die Durchführung einer solchen Aktion ein Vorschuss gewährt worden ist, wird dieser erstattet.

KAPITEL V — Zuschussantrag und Auszahlung

Abschnitt 1 — Einreichung eines Zuschussantrags

Art. 46 - Zuschussanträge müssen von den Antragstellern bis spätestens 30. April des Kalenderjahres eingereicht werden, das demjenigen Kalenderjahr vorausgeht, in dem ihr Aktionsprogramm geplant ist.

Art. 47 - Der Antragsteller reicht seinen Zuschussantrag kostenlos ein, indem sie das auf der Website der Agentur verfügbare Formular ausfüllt.

In diesem Formular bestätigt der Antragsteller ausdrücklich, dass er die Bestimmungen der Verordnung (EU) Nr. 1407/2013 oder der Verordnung (EU) Nr. 1408/2013 sowie diejenigen des vorliegenden Erlasses einhält. Diese Bestätigung schließt eine Prüfung dieser Einhaltung durch die Agentur nicht aus.

Darüber hinaus verpflichtet sich der Antragsteller in diesem Formular, die Rechnungen und Kontoauszüge, die die Zahlung der Beträge, für die ein Zuschuss beantragt wird, rechtsgültig bescheinigen, während eines Zeitraums von 10 Jahren ab dem Datum der Auszahlung des Zuschusses durch die Agentur aufzubewahren, es sei denn, dieser Zeitraum wird gemäß den gesetzlichen Bestimmungen über Verjährungsfristen verlängert.

Art. 48 - Seinem Antrag fügt der Antragsteller die folgenden Dokumente bei:

- 1° sein internationales Projekt und sein vollständiges jährliches internationales Aktionsprogramm;
- 2° die Beschreibung der Wertschöpfung seines internationalen Projekts für die wallonische Wirtschaft;
- 3° das detaillierte Budget pro geplante Aktion;
- 4° seine Satzungen und eine Beschreibung seiner Tätigkeiten sowie seine Repräsentativität im Falle eines ersten, bei der Agentur eingereichten Zuschussantrags;
- 5° die ggf. an den Satzungen, seinen Tätigkeiten oder seiner Repräsentativität angebrachten Änderungen;
- 6° die aktualisierte Liste seiner Mitglieder;
- 7° die Belege, oder wenn die Agentur Artikel 57 Absatz 47 anwendet, die ehrenwörtliche Forderungsanmeldung in Bezug auf den Zuschuss, der ggf. im vorhergehenden Jahr aufgrund des vorliegenden Erlasses gewährt wurde;
- 8° die Liste der Beihilfen, die er von jeder Einrichtung, Institution oder öffentlichen Behörde für die Durchführung seines internationalen Aktionsprogramms zu beantragen beabsichtigt, beantragt oder erhalten hat;
- 9° jedes zur Bekräftigung seines Antrags nützliche Dokument.

In Bezug auf Absatz 1 Ziffer 7 müssen die Belege, um zulässig zu sein, auf den Namen des Antragstellers ausgestellt sein.

Art. 49 - Für die Markterkundungs- und Werbemissionen im Ausland fügt der Antragsteller seinem Antrag ebenfalls das ausführliche Programm seiner Mission bei, das insbesondere die folgenden Auskünfte anführt:

- 1° die Daten der geplanten Reisen;
- 2° die Präsentation des Delegierten des Antragstellers und des zweiten Delegierten, wenn diesem gemäß Artikel 17 zugestimmt wurde;
- 3° den Terminplan, wenn dieser schon feststeht.

Art. 50 - Für Fachmessen und -ausstellungen im Ausland fügt der Antragsteller seinem Antrag ebenfalls den vom Veranstalter stammenden detaillierten Beleg für die Buchung des Stands bei, in dem mindestens die folgenden Angaben stehen:

- 1° die vom Antragsteller gebuchte Fläche;
- 2° der Mietpreis pro m² außer MwSt.

Art. 51 - Für die Kommunikationsträger fügt der Antragsteller seinem Antrag die folgenden Dokumente bei:

- 1° für die Broschüren: das Layout des Trägers in ausreichender Ausführlichkeit, um das Aussehen der endgültigen Broschüre zu bestimmen, sowie ein detailliertes Bestellformular, in dem die verschiedenen Elemente der Herstellung der Broschüren und ihre jeweiligen Kosten aufgeführt sind;

2° für die Werbeinserate: das Layout des Werbeinserats in ausreichender Ausführlichkeit, um das Aussehen der endgültigen Inserats zu bestimmen, sowie ein detailliertes Bestellformular, in dem die verschiedenen Elemente der Herstellung des Inserats und ihre jeweiligen Kosten aufgeführt sind;

3° für die Videos oder interaktiven virtuellen Besichtigungen: die Synopsis oder Baumstruktur, in der die durch das Werbematerial angesprochenen Themen und der Kostenvoranschlag der Produktionsfirma, einschließlich der verschiedenen Posten für die Herstellung des Trägers und ihrer jeweiligen Kosten, detailliert aufgeführt sind.

Art. 52 - Alle im Zuschussantrag angeführten Beträge sind in Euro angegeben.

Art. 53 - Die Agentur bestätigt den Empfang des Antrags.

Abschnitt 2 — Überprüfung des Zuschussantrags und Beschluss des Ministers

Art. 54 - Die Agentur prüft den Antrag und kann den Antragsteller auffordern, alle weiteren Informationen vorzulegen, die sie für relevant hält.

Die Agentur verweigert jeden Antrag, der die Gewährungsbedingungen nicht einhält. In den sonstigen Fällen untersucht die Agentur den Antrag.

Art. 55 - Nach der Untersuchung unterbreitet die Agentur dem Minister einen Beschlussvorschlag. Dieser lehnt den Antrag ab oder nimmt ihn an. Wenn er ihn annimmt, verabschiedet er einen Bezuschussungserlass, in dem der gewährte Höchstbetrag sowie die Gewährungsbedingungen des Zuschusses festgelegt werden.

Die Agentur sorgt für die weitere Behandlung des Beschlusses des Ministers und teilt ihn dem Antragsteller mit.

Abschnitt 3 — Auszahlung des Zuschusses und Ausschlussfristen

Art. 56 - Der Antragsteller verfügt ab dem 31. Dezember des Kalenderjahres, auf das sich der gewährte Zuschuss bezieht, über eine Frist von höchstens vier Monaten, um der Agentur seinen vollständigen Auszahlungsantrag zu übermitteln. Nach Ablauf dieser Frist wird der Antrag abgelehnt.

Art. 57 - Der Auszahlungsantrag besteht aus einer Forderungsanmeldung, die gemäß dem auf der Website der Agentur bereitgestellten Muster erstellt wird, und aus allen verlangten Belegstücken.

Die Forderungsanmeldung wird von der Person unterzeichnet, die befugt ist, den Antragsteller zu vertreten.

Die Agentur veröffentlicht auf ihrer Website die Liste der für jede Art Zuschuss erforderlichen Belegstücke.

Durch Anwendung des Vertrauensprinzips als Mittel zur administrativen Vereinfachung und für die von ihr bestimmten Kategorien von durch den vorliegenden Erlass betroffenen Zuschüssen kann die Agentur zunächst von dem Antragsteller lediglich die Abgabe einer ehrenwörtlichen Forderungsanmeldung und eines Tätigkeitsberichts oder des jährlichen bezuschussten Programms verlangen, und sich die Möglichkeit vorbehalten, später eine Kontrolle vorzunehmen, und erst dann die Vorlage der Belegstücke zu verlangen. Die Agentur gibt auf ihrer Website an, welche Elemente in den Tätigkeitsbericht des Antragstellers aufgenommen werden sollen.

Art. 58 - Die Agentur kann dem Antragsteller einen Vorschuss in Höhe von fünfzig Prozent des gewährten Zuschusses bewilligen.

Dieser Vorschuss kann nur dem Antragsteller gewährt werden, dessen Antrag durch einen Beschluss des Ministers angenommen wurde. Er wird nicht für bereits zu Ende geführte Aktionsprogramme bewilligt. Der Antragsteller beantragt diesen Vorschuss, indem er die Forderungsanmeldung benutzt, dessen Muster auf der Website der Agentur zur Verfügung gestellt wird, und die erforderlichen Belegstücke, deren Liste auf derselben Website veröffentlicht sind, beifügt.

Die Agentur kann in dieser Hinsicht das Vertrauensprinzip anwenden und erwähnt es ggf. auf ihrer Website.

Die Gewährung eines Vorschusses durch die Agentur lässt kein Recht auf einen Zuschuss zugunsten des Antragstellers entstehen.

Der Antragsteller, der einen Vorschuss erhalten hat, reicht seinen Antrag auf Auszahlung des Restbetrags des Zuschusses innerhalb der in Artikel 56 genannten Frist ein. Er erstattet der Agentur unverzüglich den erhaltenen Vorschuss ganz oder teilweise zurück, wenn die vorgenannte Frist überschritten wird, wenn Aktionen des Jahresprogramms gestrichen werden oder wenn er sich aus den in seinem Jahresprogramm vorgesehenen Aktionen zurückzieht.

Art. 59 - Wenn der Antragsteller einen unvollständigen Auszahlungsantrag eingereicht hat, informiert ihn die Agentur über die fehlenden Unterlagen.

Dies setzt die in Artikel 56 genannte Frist nicht aus.

Art. 60 - Wenn der Antragsteller der Agentur fällige Beträge schuldet, informiert ihn die Agentur, dass sie den beantragten Zuschuss nicht gewähren wird, solange diese Beträge nicht gezahlt worden sind. Es kann kein Ausgleich zwischen den Schulden des Antragstellers gegenüber der Agentur und einem in dem vorliegenden Erlass genannten Zuschuss stattfinden.

Dies setzt die in Artikel 56 genannte Frist nicht aus.

Art. 61 - Wenn die Agentur feststellt, dass der Antragsteller die Gewährungsbedingungen für den Zuschuss oder den Vorschuss nicht oder nicht mehr erfüllt, so lehnt sie den Auszahlungsantrag ab und teilt es dem Antragsteller mit. Diesbezüglich spielt die Tatsache, dass der Beschluss des Ministers zur Annahme des Zuschusses dem Antragsteller bereits mitgeteilt wurde, keine Rolle.

Wenn nötig kann die Agentur den Antragsteller auffordern, innerhalb eines Monats jede zusätzliche Auskunft zu erteilen, die sie als nützlich erachtet, um zu überprüfen, ob der Antragsteller die Gewährungsbedingungen noch erfüllt. Dieser Antrag der Agentur wird dem Antragsteller mitgeteilt. Die vorgenannte Frist von einem Monat läuft ab dem Tag nach der Mitteilung des Antrags auf zusätzliche Auskunft seitens der Agentur.

Art. 62 - Wenn der Antragsteller einen vollständigen Auszahlungsantrag eingereicht hat und gegenüber der Agentur keine Schulden hat, teilt die Agentur ihm dies in einer Zahlungsmittelteilung mit, in der der Endbetrag des gewährten Zuschusses angegeben ist. Durch diese Mitteilung entsteht seitens des Antragstellers der Anspruch auf den Zuschuss gemäß Artikel 6.

Abschnitt 4 — Kontrolle

Art. 63 - Wenn die Agentur den Zuschuss nach dem in Artikel 57 Absatz 4 festgelegten Vertrauensprinzip gezahlt hat, so kann sie jederzeit eine Kontrolle vornehmen und den Antragsteller auffordern, innerhalb eines Monats die folgenden Dokumente zu übermitteln:

- 1° die detaillierten Rechnungen betreffend die Aktionen, für welche der Zuschuss gezahlt wurde;
- 2° die Kontoauszüge oder Kreditkartenabrechnungen, auf denen die Identität des Auftraggebers deutlich angegeben ist;
- 3° jedes sonstige von der Agentur verlangte Dokument.

In Bezug auf Absatz 1 Ziffer 2 sind Zahlungen in bar oder durch Gegenleistung mit Gütern oder Dienstleistungen nicht zulässig.

Die Kontoauszüge oder Kreditkartenabrechnungen nach Absatz 1 Ziffer 2 sind die einzigen Zahlungsbelege, die von der Agentur angenommen werden.

Nachdem die Agentur die vollständigen Belege untersucht hat, richtet sie eine Mitteilung an den Antragsteller, um ihm mitzuteilen, ob er beweiskräftige Dokumente übermittelt hat oder nicht, und ob alle in vorliegendem Erlass genannten Bedingungen für die Gewährung des Zuschusses eingehalten worden sind.

Wenn der Antragsteller der Aufforderung der Agentur nicht nachgekommen ist, wird ihm eine Mahnung zugeschickt. Dem Antragsteller kann eine zweite Mahnung zugeschickt werden.

Art. 64 - Hat der Antragsteller den eventuellen beiden Mahnungen keine Folge gegeben oder sind die Dokumente, die er der Agentur übermittelt hat, nicht beweiskräftig, so hat er den betroffenen Zuschuss insgesamt oder teilweise zu erstatten.

Die Agentur übermittelt dem Antragsteller eine Einschreibesendung, in der die Erstattungsmodalitäten angeführt sind. Wenn der Antragsteller den Zuschuss nicht erstattet, kann die Agentur Klage erheben.

Art. 65 - Wenn der Antragsteller Zuschüsse kraft Artikel 63 erstattet, kann die Agentur alle anderen diesem Antragsteller gewährten Zuschüsse kontrollieren. In diesem Zusammenhang kann sie bis zu zehn Jahren vor der Auszahlung des letzten Zuschusses, der dem Antragsteller gewährt wurde, zurückgehen.

Diese Kontrolle findet nach dem in den Artikeln 63 und 64 beschriebenen Verfahren statt.

Abschnitt 5 — Erstattung des gezahlten Zuschusses

Art. 66 - Neben den Bestimmungen von Artikeln 61 und 62 des Dekrets vom 15. Dezember 2011 zur Organisation des Haushaltsplans, der Buchführung und der Berichterstattung der wallonischen öffentlichen Verwaltungseinheiten erstattet der Antragsteller, der einen im vorliegenden Erlass genannten Zuschuss oder Vorschuss erhalten hat, diesen vollständig der Agentur zurück, wenn er:

- 1° eine oder mehrere Bedingungen für die Gewährung des Zuschusses oder des Vorschusses nicht erfüllt;
- 2° die erhaltenen Geldmittel für andere Zwecke verwendet als diejenigen, für die sie gewährt wurden;
- 3° den Vorschuss nicht gemäß Artikel 58 Absatz 4 zurückgezahlt hat;
- 4° den Zuschuss erhalten oder behalten hat, indem er wissentlich falsche oder unvollständige Angaben mitgeteilt hat, unter Vorbehalt einer eventuellen Strafverfolgung.

Darüber hinaus muss der Antragsteller der Agentur den Teil des Zuschusses zurückerstatten, der den durch die akzeptierten Belege gerechtfertigten Höchstbetrag übersteigt.

Solange der Antragsteller, der sich in mindestens einer der vorgenannten Situationen befindet, den betroffenen Zuschuss oder Vorschuss nicht erstattet, wird ihm wird jeder neue Zuschuss im Sinne vorliegenden Erlasses untersagt und wird er von jeder kollektiven Aktion der Agentur ausgeschlossen. Die Agentur kann außerdem beschließen, dass der Antragsteller während eines Zeitraums von drei Jahren ab dem Datum der Erstattung des betroffenen Zuschusses oder Vorschusses bei der Agentur keinen Zuschuss mehr beantragen darf.

KAPITEL VI — Schlussbestimmungen

Art. 67 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Wirtschaft und der Außenhandel gehören, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 9. Juli 2020

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident
E. DI RÜPO

Der Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation, digitale Technologien, Raumordnung,
Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren
W. BORSUS

—————
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C - 2020/42511]

9 JULI 2020. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de ondersteuning van de internationalisering van groeperingen van ondernemingen, gemengde kamers van koophandel en hun leden

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 2 april 1998 houdende oprichting van het "Agence wallonne à l'Exportation et aux investissements étrangers" (Waals Exportagentschap voor uitvoer en Buitenlandse Investerings), artikel 2, eerste lid, 2°, en lid 5, gewijzigd bij het decreet van 28 april 2016;

Gelet op het advies van de raad van bestuur van het "Agence wallonne à l'Exportation et aux investissements étrangers", gegeven op 26 oktober 2018;

Gelet op het rapport van 26 maart 2019, opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 3 april 2019;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 18 april 2019;

Gelet op advies nr. 66.038/2 van de Raad van State, gegeven op 20 mei 2019, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op advies nr. 1432 van de "Conseil économique et social de Wallonie" (Sociaal-economische raad van Wallonië), gegeven op 28 mei 2019;

Op de voordracht van de Minister van Economie en Buitenlandse Handel,

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1° groepering: de beroepsorganisatie, de interprofessionele of sectorale organisatie die ondernemingen vertegenwoordigt, geen winstgevend oogmerk heeft en voor zijn leden projecten organiseert tot aanmoediging van internationaal ondernemerschap vanuit het Waals Gewest;

2° gemengde kamer van koophandel: de vereniging zonder winst oogmerk waarvan de activiteit ertoe strekt de handelsbetrekkingen van het Waals Gewest met één of meerdere andere landen of een ander gewest te bevorderen en die projecten organiseert tot aanmoediging van internationaal ondernemerschap vanuit het Waals Gewest;

3° de Minister: de Minister bevoegd voor Buitenlandse Handel;

4° het Agentschap: Waals Agentschap voor Uitvoer en Buitenlandse Investerings;

5° aanvrager : de onderneming of de gemengde kamer van koophandel die een subsidieaanvraag gegrond op dit besluit ingediend heeft;

6° actieprogramma: het document met de acties of promotietools die de aanvrager overweegt hoofdzakelijk in het buitenland uit te voeren in de loop van het eerstvolgend kalenderjaar, in het kader van de stappen die hij onderneemt inzake internationale prospectie en promotie;

7° in aanmerking komende acties: de gezamenlijke initiatieven vermeld in het actieprogramma van de aanvrager, en die geheel of gedeeltelijk gedekt zouden kunnen worden door een subsidie gegrond op dit besluit;

8° de toelaatbare kosten : het geheel van de kosten die door de aanvrager rechtstreeks gemaakt worden en die geheel of gedeeltelijk kunnen worden gedekt door een subsidie gegrond op dit besluit; deze kosten worden altijd exclusief BTW of andere belastingen of kortingen in aanmerking genomen;

9° de toegelaten kosten : het geheel van de toelaatbare kosten die door de aanvrager rechtstreeks gemaakt worden en waarmee rekening wordt gehouden voor de berekening van de subsidie na toepassing van de in dit besluit vastgestelde beperkingen;

10° collectieve stand of collectiviteit: het samenbrengen, in het kader van een beurs of een salon, van verschillende leden van de aanvrager op éénzelfde oppervlakte onder diens wimpel, waarbij elke ruimte, ingenomen door één lid, duidelijk is afgebakend zonder de harmonie van het collectief te doorbreken;

11° onderneming die in aanmerking komt voor de steun voor internationalisering van het Agentschap: de onderneming, bij het Agentschap geregistreerd, die over een hoofdbedrijfszetel en over een project op internationaal vlak beschikt in het Waalse Gewest;

12° hoofdbedrijfszetel: elke vestiging of elk activiteitscentrum dat een bepaald stabiel karakter vertoont en dat in de gehele onderneming het grootste aantal werknemers tewerkstelt;

13° Verordening (EU) nr. 1407/2013 : Verordening (EU) nr. 1407/2013 van de Commissie van 18 december 2013 betreffende de toepassing van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie op de-minimissteun;

14° Verordening (EU) nr. 1408/2013 : Verordening (EU) nr. 1408/2013 van de Commissie van 18 december 2013 inzake de toepassing van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie op de-minimissteun in de landbouwsector.

Betreffende lid 1, 10°, wordt de coördinatie van de gezamenlijke stappen in verband met de organisatie van het evenement uitsluitend door de aanvrager uitgevoerd.

Betreffende lid 1, 11°, creëert het project op internationaal vlak van de onderneming, indien het tot een goed einde gebracht wordt, een meerwaarde voor de Waalse economie, met name in termen van werkgelegenheidscreatie- of -behoud in het Waalse Gewest of in termen van ontwikkeling van de productie van goederen of diensten in het Waalse Gewest, of in termen van innovatie. Onderzoek en ontwikkeling, intellectuele eigendom, omzet, werkgelegenheid en directe investeringen in het Waalse Gewest, alsook hun respectieve groei, worden in aanmerking genomen bij de voortdurende evaluatie van de toegevoegde waarde in het Waalse Gewest. De toegevoegde waarde gegenereerd door de onderneming wordt vooreerst in overweging genomen. De toegevoegde waarde van de Waalse onderaannemers is de tweede belangrijkste factor.

Art. 2. De in dit besluit bedoelde subsidies zijn elke de-minimissteun in de zin van Verordening (EU) nr. 1407/2013 of Verordening (EU) nr. 1408/2013.

HOOFDSTUK II. — *Algemene voorwaarden voor het in aanmerking komen en de toekenning*

Art. 3. De subsidies bedoeld bij dit besluit worden voorbehouden voor de groeperingen en de gemengde kamers van koophandel die activiteiten ontwikkelen gericht op internationaal vlak, samengebracht in een jaarlijks buitenlands actieprogramma waarbij de prospectie benadering centraal staat.

Het jaarlijks actieprogramma en het project op internationaal vlak van de aanvrager genereren een meerwaarde voor de Waalse economie.

Wanneer de aanvrager een groepering is, beschikt hij over een stabiele Waalse verankering, concreet gemaakt door een eigen vestiging in het Waals Gewest of wanneer hij een aanzienlijk deel samenbrengt van leden die over een hoofdbedrijfszetel in het Waals Gewest beschikken.

Art. 4. De subsidies worden binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten verleend.

Art. 5. De aanvrager is geregistreerd bij de Kruispuntbank van Ondernemingen en in het geval van een gemengde kamer van koophandel gevestigd in het buitenland, is deze geregistreerd bij de overheid van het land waar zijn bedrijfszetel gelegen is.

Art. 6. Het recht om een in dit besluit bedoelde subsidie te ontvangen wordt slechts aan de aanvrager toegekend indien de volgende voorwaarden worden vervuld:

1° de aanvraag voor een subsidie wordt door de Minister goedgekeurd;

2° het Agentschap heeft de aanvrager een afrekeningsbrief gestuurd met het definitieve bedrag van de subsidie, waarbij met name rekening is gehouden met de naleving van de toekenningsvoorwaarden, de toepasselijke maxima, de schuldverklaring op erewoord van de aanvrager of de bewijsstukken.

Wat het eerste lid, 1°, betreft, vermeldt het toekenningsbesluit van de Minister het maximumbedrag van de subsidie met inachtneming van de toelaatbare kosten.

Art. 7. Om ontvankelijk te zijn, dient de aanvrager zijn subsidieaanvraag overeenkomstig artikelen 46 en volgende in.

Om voor de subsidie in aanmerking te komen, kan het actieprogramma van de aanvrager niet vóór de indiening van de aanvraag uitgevoerd worden. Zodra de indiening plaatsgevonden heeft en indien de aanvrager zijn actieprogramma onmiddellijk uitvoert en als de aangevraagde subsidie hem eindelijk geweigerd wordt, betaalt hij alleen de kosten gebonden aan die uitvoering.

Art. 8. De aanvrager of de aangesloten gerechtigde ondernemingen kunnen geen subsidies bedoeld bij dit besluit verkrijgen als ze niet de voorwaarden in acht nemen bedoeld bij Verordening (EU) nr. 1407/2013 of Verordening (EU) nr. 1408/2013 indien ze onder de landbouwsector vallen.

Art. 9. De evaluatie van de subsidieaanvraag van de aanvrager door het Agentschap houdt rekening met, met name:

1° het buitenlands actieprogramma en het project op internationaal vlak van de aanvrager die, indien tot een goed einde gebracht, een meerwaarde creëert voor de Waalse economie, met name in termen van werkgelegenheidscreatie- of -behoud in het Waalse Gewest of in termen van ontwikkeling van de productie van goederen of diensten in het Waalse Gewest of in termen van innovatie;

2° de representativiteit van de aanvrager voor de activiteitensector en voor de Waalse economie;

3° de capaciteit van de aanvrager om het jaarlijks actieprogramma en het voorgestelde project op internationaal vlak uit te voeren en bij te dragen tot de internationalisering van de Waalse economie;

4° de capaciteit van de aanvrager om aanvullende acties en niet-overlappende acties met het jaarlijks actieprogramma van het Agentschap te organiseren;

5° de capaciteit van de aanvrager om innoverende acties voor te stellen met betrekking tot de acties die hij reeds heeft georganiseerd of waaraan hij de vorige jaren heeft deelgenomen onverminderd de herhaalde programmering van internationale afspraken die onontbeerlijk zijn voor de betrokken activiteitensector.

Betreffende lid 2, 1°, beoordeelt het Agentschap het realistische karakter van die meerwaarde voor de Waalse economie, waarbij het indien nodig om het advies van de regionale centra van het Agentschap of van leden van zijn net in het buitenland verzoekt.

Het Agentschap kan de evaluatiecriteria van de subsidieaanvraag nader bepalen en maakt ze op zijn website bekend.

Art. 10. De aanvrager voldoet aan de wetsbepalingen die zijn activiteit regelen, alsook aan de fiscale, sociale en milieuwetgevingen.

Het actieprogramma en het project op internationaal vlak stemmen overeen met de nationale en internationale normen die van toepassing zijn op de activiteitensector van de aanvrager met inbegrip van de eventuele deontologische regels.

Art. 11. In geval van faillissement, ontbinding of vrijwillige dan wel gerechtelijke vereffening van de aanvrager of van opening van een procedure van gerechtelijke reorganisatie zoals georganiseerd bij de bepalingen van boek XX, Titel V, van het Wetboek van economisch recht van 28 februari 2013 wordt de subsidie niet toegekend.

Art. 12. Er mag geen subsidie bedoeld in dit besluit toegekend worden voor:

1° de uitgaven, intern verricht door de aanvrager of voor kosten, aangerekend door leveranciers of dienstverleners die een juridische, financiële, functionele of structurele band met de aanvrager hebben;

2° de vergoeding van producten of diensten die de aanvrager aan zijn eigen leden verkoopt, met inbegrip van de eventuele toegangsrechten tot de acties die op grond van dit besluit gesubsidieerd worden;

3° uitgaven met een weeldekarakter.

Art. 13. De ondernemingen die lid zijn van de aanvrager kunnen geen individuele steun in eigen naam bij het Agentschap en de collectieve steun, door het Agentschap toegekend aan de aanvrager voor de toelaatbare kosten van de gesubsidieerde actie, aanvragen.

Art. 14. De aanvrager vermeldt op duidelijk zichtbare wijze voor iedere actie en communicatieondersteuning gesubsidieerd door het Agentschap de Franse tekst « Action réalisée avec le support de l'Agence wallonne à l'exportation et aux investissements étrangers » volgens de nadere regels bepaald door het Agentschap.

Art. 15. Elke subsidie die krachtens dit besluit wordt toegekend, staat vermeld in de jaarrekeningen van de subsidiegerechtigde.

HOOFDSTUK III. — *In aanmerking komende acties en toelaatbare kosten*

Afdeling 1. — Algemene bepaling

Art. 16. Er kan aan de aanvrager een subsidie worden toegekend voor de uitvoering van een jaarlijks actieprogramma dat hoofdzakelijk in het buitenland wordt uitgevoerd met betrekking tot volgende initiatieven:

1° prospectie- en promotie-opdrachten in het buitenland:

- a) individueel georganiseerd door de aanvrager of in samenwerking met het Agentschap uitgevoerd;
- b) collectieve opdrachten, door de aanvrager georganiseerd;

2° de gespecialiseerde beurzen en salons in het buitenland:

- a) de individuele deelname van de aanvrager aan gespecialiseerde beurzen en salons in het buitenland;
- b) de actieve individuele deelname van de aanvrager aan congressen of conferenties in het buitenland;
- c) de organisatie van een collectieve stand door de aanvrager;

3° de uitnodigingen van buitenlandse beleidsmakers in België;

4° de organisatie van seminaries in België of in het buitenland;

5° de communicatiedragers om de Waalse leden in het buitenland bekendheid te laten verwerven.

Afdeling 2. — Prospectie- en promotie-opdrachten georganiseerd in het buitenland

Onderafdeling 1. — *Toelaatbare kosten van de opdrachten, individueel georganiseerd door de aanvrager of in samenwerking met het Agentschap uitgevoerd*

Art. 17. Wanneer de aanvrager individueel een prospectie- of promotieopdracht in het buitenland organiseert of deelneemt aan een prospectie- of promotieopdracht georganiseerd door het Agentschap, zijn de toelaatbare kosten de reis- en verblijfskosten vastgesteld volgens de forfaitaire bedragen vastgelegd door de Minister voor één enkele afgevaardigde van de aanvrager. Mits gemotiveerde reden kunnen de reis- en verblijfskosten van een tweede afgevaardigde toelaatbaar zijn.

Onderafdeling 2. — Toelaatbare kosten van de collectieve opdrachten georganiseerd door de aanvrager als aannemer

Art. 18. Wanneer de aanvrager een collectieve prospectie- of promotie-opdracht voor zijn leden in het buitenland organiseert, zijn de toelaatbare kosten de volgende:

1° de kosten voor collectieve verplaatsingen per bus;

2° de kosten voor het huren van een zaal;

3° de reis- en verblijfskosten van een afgevaardigde van de aanvrager, vastgesteld volgens de forfaitaire bedragen vastgelegd door de Minister;

4° de reis- en verblijfskosten van één enkele afgevaardigde per lid van de aanvrager, die aan de collectieve opdracht deelneemt, vastgesteld volgens de forfaitaire bedragen vastgelegd door de Minister.

Mits gemotiveerde reden kunnen, betreffende lid 1, 3°, de reis- en verblijfskosten van een tweede afgevaardigde toelaatbaar zijn.

Betreffende lid 1, 4°, is het lid van de aanvrager een onderneming die in aanmerking komt voor steun bij de internationalisering van het Agentschap.

Afdeling 3. — Gespecialiseerde beurzen en salons in het buitenland

Onderafdeling 1. — *Toelaatbare kosten van de individuele deelname van de aanvrager aan gespecialiseerde beurzen en salons in het buitenland*

Art. 19. Wanneer de aanvrager individueel deelneemt aan een beurs of een gespecialiseerd salon in het buitenland, zijn enkel de kosten van de door de organisator van het evenement aangerekende huur van de stand toelaatbaar. Deze kosten worden beperkt op maximum:

1° 50 m² wat betreft de gehuurde oppervlakte;

2° 400 euro par m² wat betreft de gefactureerde prijs.

Art. 20. Wanneer de aanvrager individueel voor het eerste deelneemt aan een beurs of een gespecialiseerd salon in het buitenland, zijn de toelaatbare kosten de volgende:

1° het inschrijvingsrecht voor het gekozen evenement;

2° de reis- en verblijfskosten van een afgevaardigde van de aanvrager, vastgesteld volgens de forfaitaire bedragen vastgelegd door de Minister;

3° de kosten voor het huren van de oppervlakte van de stand die gefactureerd zijn door de organisator van beurs of salon, evenals de inrichtingskosten van de stand;

4° de kosten voor de montage en demontage van de stand, gefactureerd door gespecialiseerde professionele bedrijven;

5° de kosten voor het verzenden van demonstratiematerieel of -dieren die niet voor handelstransacties in aanmerking zouden kunnen komen en teruggevoerd voor zover het vervoer gebeurt door een derde, beroepsvervoerder.

Met betrekking tot het eerste lid, 3°, hebben de inrichtingskosten betrekking op de kosten voor het huren van meubilair, elektrische installatie, verlichting en vloerbedekking.

Onderafdeling 2. — Toelaatbare kosten van de individuele actieve deelname van de aanvrager aan een congres of een conferentie in het buitenland

Art. 21. Wanneer de aanvrager het woord neemt op een congres of een conferentie in het buitenland, met een betalende inschrijving, om een actieve promotie te verrichten van de producten en diensten van zijn leden, zijn de toelaatbare kosten de reis- en verblijfskosten voor een afgevaardigde van de aanvrager, vastgesteld volgens de maximumbedragen vastgesteld door de Minister en het inschrijvingsrecht met een maximumbedrag van 1.600 euro.

Onderafdeling 3. — Toelaatbare kosten en verplichtingen van de aanvrager voor de organisatie van een collectieve stand als aannemer

Art. 22. Wanneer de aanvrager voor zijn leden een collectieve stand in het buitenland organiseert bij een beurs, een salon of een evenement met een erkend professioneel en internationaal karakter, zijn de toelaatbare kosten de volgende:

1° het inschrijvingsrecht voor het gekozen evenement;

2° de reis- en verblijfskosten van een afgevaardigde van de aanvrager, vastgesteld volgens de forfaitaire bedragen vastgelegd door de Minister;

3° de huurkosten van de oppervlakte van de stand, aangerekend door de organisator van de beurs of het salon voor zover de aangerekende prijs niet 400 euro per m² overschrijdt;

4° de kosten voor het inrichten van de stand;

5° de kosten voor de montage en demontage van de stand, gefactureerd door gespecialiseerde professionele bedrijven;

6° de kosten voor het verzenden van demonstratiematerieel of -dieren die niet voor handelstransacties in aanmerking zouden kunnen komen en teruggevoerd voor zover het vervoer gebeurt door een derde, beroepsvervoerder.

Mits gemotiveerde reden kunnen, betreffende lid 1, 2°, de reis- en verblijfskosten van een tweede afgevaardigde toelaatbaar zijn.

Met betrekking tot het eerste lid, 4°, hebben de inrichtingskosten betrekking op de kosten voor het huren van meubilair, elektrische installatie, verlichting en vloerbedekking.

Art. 23. Om de actie in aanmerking te laten komen voor de subsidie, telt de collectieve stand, georganiseerd door de aanvrager, minstens vijf aangesloten ondernemingen die in aanmerking komen voor de steun bij de internationalisering van het Agentschap.

Art. 24. In het kader van de organisatie van de collectieve stand, moet de aanvrager:

1° het Agentschap minstens één maand voor de opening van de beurs de lijst verstrekken van de aangesloten vennootschappen die bij de collectiviteit ingeschreven staan;

2° rechtstreeks de deelnemende ondernemingen het aandeel in de kosten betreffende huur en de inrichting van de stand die zij gereserveerd hebben, aanrekenen;

3° de ondernemingen die bij de collectiviteit ingeschreven zijn erover inlichten dat ze bij het Agentschap voor de betrokken beurs geen steun kunnen aanvragen voor de huur- en inrichtingskosten voor de stand wegens het verbod op samenvoeging van individuele steun in eigen naam en collectieve steun aan de aanvrager toegekend door het Agentschap voor de gesubsidieerde actie.

Afdeling 4. — Uitnodiging van buitenlandse beleidsmakers in België

Art. 25. De subsidie heeft betrekking op de uitnodiging in het Waalse Gewest van buitenlandse beleidsmakers in het kader van de ontwikkeling van huidige of potentiële samenwerkingsverbanden.

Art. 26. De toelaatbare kosten zijn de reis- en verblijfskosten voor maximum drie genodigden, duidelijk geïdentificeerd per land. Deze kosten worden vastgesteld volgens de forfaitaire bedragen vastgelegd door de Minister.

Art. 27. De aanvrager kan enkel een subsidie aanvragen voor maximum drie uitnodigingen per land.

Art. 28. De kosten betreffende de echtgenoten en familieleden komen niet in aanmerking.

Afdeling 5. — Organisatie van seminaries, conferenties en manifestaties in België of in het buitenland

Art. 29. De subsidie heeft betrekking op de organisatie, door de aanvrager, van seminaries, conferenties of manifestaties met het oog op een sterkere zichtbaarheid van het Waalse Gewest en zijn ondernemingen in het buitenland.

Art. 30. De toelaatbare kosten zijn de volgende:

1° de kosten voor het huren van een zaal;

2° de kosten voor het aanmaken van uitnodigingen;

3° de kosten voor de huur van informatica- of audiovisueel materieel;

4° de reis- en verblijfskosten van een de spreker uitgenodigd door de aanvrager, vastgesteld volgens de forfaitaire bedragen vastgelegd door de Minister.

Mits gemotiveerde reden kunnen, betreffende lid 1, 4°, de reis- en verblijfskosten van een tweede spreker toelaatbaar zijn.

Art. 31. De actie komt enkel in aanmerking als het thema van het seminarie, de conferentie of de manifestatie verband houdt met internationale handel of uitvoer.

Art. 32. Er wordt door de aanvrager een vrije en kosteloze toegang tot de seminaries, conferenties of manifestaties gesubsidieerd op grond van dit besluit toegekend aan de personeelsleden van het Agentschap.

Afdeling 6. — Communicatiedragers om de Waalse leden van de aanvrager in het buitenland bekendheid te laten verwerven

Art. 33. De subsidie heeft betrekking op de diensten voor het aanmaken van communicatiedragers voor partners of ondernemingen, gevestigd in het buitenland, met het oog op de promotie van de Waalse ondernemingen aangesloten bij de aanvrager of de activiteitensector vertegenwoordigd door de aanvrager.

Die subsidie mag het maximumbedrag van 10.000 euro over drie jaar per aanvrager niet overschrijden.

Art. 34. De toelaatbare kosten zijn:

1° de kosten voor de productie van papieren en digitale brochures;

2° de kosten voor de productie van advertenties in papieren tijdschriften die in het buitenland worden uitgegeven en gepubliceerd en digitale tijdschriften voor een buitenlands publiek;

3° de kosten voor de productie van interactieve virtuele video's en bezoeken.

De kosten voor de productie van communicatiedragers voor de Belgische markt zijn niet toelaatbaar.

De kosten voor de verzending van communicatiedragers, evenals de aankoop van USB-sticks, informaticamateriael of fotomateriael zijn geen toelaatbare kosten.

Art. 35. De aanvrager kiest vrij de dienstverleners die diensten leveren voor de productie van brochures, reclame in tijdschriften, video's. Die dienstverleners zijn professionals die geen deel uitmaken van de onderneming van de aanvrager.

Art. 36. Wanneer een subsidie toegekend wordt op grond van dit besluit voor de publicatie van een jaargids of soortgelijke drager, legt de aanvrager kosteloos een minimale ruimte van één bladzijde vast voor het Agentschap, dat zodoende zijn dienstverlening kan uitzetten.

HOOFDSTUK IV. — Intensiteit van de steun en berekening van de subsidie

Art. 37. De subsidies bedoeld bij dit besluit dekken vijftig percent van de kosten, toegelaten voor de in aanmerking komende acties die beantwoorden aan de voorwaarden van dit besluit en die vermeld zijn in het jaarlijks buitenlands actieprogramma van de aanvrager.

Art. 38. De kosten voor wederkerende acties die concurreren met de acties van het Agentschap worden niet in overweging genomen bij de rekening van het subsidiebedrag.

Art. 39. De Minister bepaalt een forfaitair bedrag voor de toelaatbare reis- en verblijfkosten in elke geografische zone die hij bepaalt, waarbij hij in voorkomend geval voorziet in een verschillend forfaitair bedrag al naar gelang de reis van de vertegenwoordiger van de aanvrager één of meerdere landen van de zone betreft.

Deze forfaitaire bedragen worden op de website van het Agentschap bekendgemaakt.

Art. 40. Wanneer de aanvrager een privé-bijdrage gekregen heeft, die zodoende de door hem gedragen kostprijs van een, door het Agentschap gesubsidieerde actie vermindert, wordt de subsidie overeenkomstig het bedrag van deze privé-bijdrage verminderd.

Art. 41. Wanneer de aanvrager leden van meerdere gewesten in België verenigt, wordt de subsidie verminderd in verhouding tot het aantal bij de aanvrager aangesloten leden die in aanmerking komen voor steun bij de internationalisering van het Agentschap.

Art. 42. In het geval van initiatieven van gemengde kamers van koophandel die eveneens van voordeel zijn voor ondernemingen van de andere gewesten, wordt een aandeel van 28,7 percent voor de berekening van de subsidie toegepast. Als de gemengde kamers van koophandel kunnen aantonen dat de meerwaarde van de initiatieven groter is voor het Waalse Gewest of voor de ondernemingen gevestigd in het Waalse Gewest, kan de Minister dat aandeel aanpassen. Hetzelfde geldt als het Agentschap kan aantonen dat de meerwaarde van de initiatieven minder is voor het Waalse Gewest of voor de ondernemingen gevestigd in het Waalse Gewest.

Art. 43. Wanneer de aanvrager een groepering is, is de steun, toegekend op grond van dit besluit, niet samenvoegbaar met een andere interventie van de overheid, ongeacht de bron, de vorm en het doel, die betrekking hebben op dezelfde toelaatbare kosten als de maximumbedragen betreffende de intensiteit van de steun, vastgesteld bij dit besluit, door deze samenvoeging overschreden worden.

Art. 44. De aanvrager kan, om een gemotiveerde reden, de voorafgaandelijke instemming van het Agentschap vragen om zijn actieprogramma in de loop van de uitvoering ervan aan te passen als de wijzigingen geen overschrijding van het maximumbedrag, toegestaan door de Minister in het subsidiebesluit, teweegbrengen. Bij instemming van het Agentschap wordt de subsidie herberekend in functie van de toegelaten kosten van de voorgestelde actiewijzigingen.

Art. 45. Bij afzegging of afgelasting van een actie, kan deze niet voor een subsidie in aanmerking komen. Wanneer er aan de aanvrager een voorschot is toegekend voor de uitvoering van een dergelijke actie, wordt dit terugbetaald.

HOOFDSTUK V. — *Aanvraag om subsidie en storting**Afdeling 1. — Indiening van een subsidieaanvraag*

Art. 46. Iedere subsidieaanvraag wordt door de aanvrager ingediend, uiterlijk op 30 april van het kalenderjaar voorafgaand aan het jaar waarin zijn actieprogramma overwogen wordt.

Art. 47. De aanvrager dient zijn subsidieaanvraag kosteloos in aan de hand van het formulier dat op de website van het Agentschap ter beschikking wordt gesteld.

In dat formulier bevestigt de aanvrager uitdrukkelijk dat hij Verordening (UE) nr. 1407/2013 of Verordening (UE) nr. 1408/2013 en dit besluit naleeft. Deze bevestiging belemmert de verificatie van die naleving door het Agentschap niet.

Bovendien verbindt de aanvrager zich er in dit formulier toe om de facturen en rekeninguittreksels die als bewijs dienen voor de betaling van de sommen waarvoor een subsidie wordt aangevraagd, tijdens een periode van tien jaar te behouden te rekenen van de datum van storting door het Agentschap, behalve verlenging van de termijn overeenkomstig de wettelijke bepalingen inzake verjaring.

Art. 48. Bij zijn aanvraag voegt de aanvrager:

- 1° zijn project op internationaal vlak en zijn volledig jaarlijks actieprogramma op internationaal vlak;
- 2° de omschrijving van de meerwaarde van zijn project op internationaal vlak voor de Waalse economie;
- 3° de omstandige begroting per overwogen actie;
- 4° zijn statuten en een omschrijving van zijn activiteiten, evenals zijn representativiteit in het geval van een eerste subsidieaanvraag die bij het Agentschap wordt ingediend;
- 5° de eventuele wijzigingen in zijn statuten, zijn activiteiten of zijn representativiteit;
- 6° de bijgewerkte lijst van zijn leden;
- 7° de verantwoordingsstukken of, wanneer het Agentschap artikel 57, lid 4, toepast, de schuldvorderingsverklaring op erewoord voor de subsidie die eventueel is toegekend in het voorgaande jaar, op grond van dit besluit;
- 8° de lijst van de steunvormen die hij overweegt aan te vragen, aanvraagt of verkregen heeft bij ieder organisme, iedere instelling of overheid voor de verwezenlijking van zijn actieprogramma op internationaal vlak;
- 9° elk nuttig document om zijn aanvraag te steunen.

Betreffende lid 1, 7°, worden de verantwoordingsstukken, om ontvankelijk te zijn, opgesteld op naam van de aanvrager.

Art. 49. Voor de prospectie- en promotie-opdrachten in het buitenland, voegt de aanvrager eveneens het omstandig programma van de opdracht bij zijn aanvraag, met volgende gegevens:

- 1° de overwogen reisdata;
- 2° de presentatie van de afgevaardigde van de aanvrager en van de tweede afgevaardigde wanneer laatstgenoemde gemachtigd is overeenkomstig artikel 17;
- 3° evenals het afsprakenprogramma, voor zover reeds opgesteld.

Art. 50. Voor de gespecialiseerde beurzen en salons in het buitenland, voegt de aanvrager bij zijn aanvraag eveneens de omstandige reservatiebon van de stand, uitgaand van de organisator van de manifestatie en waarin minstens volgende gegevens zijn vermeld:

- 1° de oppervlakte die de aanvrager gereserveerd heeft;
- 2° de huurprijs per m², BTW niet meegerekend.

Art. 51. Voor de communicatiedragers voegt de aanvrager bij zijn aanvraag:

- 1° voor de brochures : het voorontwerp van de drager, voorzien van voldoende details om te kunnen bepalen hoe de eindbrochure eruit zal zien, evenals elke omstandige bestelbon met de verschillende posten in de verwezenlijking van de brochures en hun respectievelijke kostprijs;
- 2° voor de advertenties : het voorontwerp van de advertentie, voorzien van voldoende details om te kunnen bepalen hoe het eindresultaat eruit zal zien, evenals elke omstandige bestelbon met de verschillende posten in de verwezenlijking van de advertentie en hun respectievelijke kostprijs;
- 3° voor de video's of interactieve virtuele bezoeken: de samenvatting of de boomstructuur die omstandig ingaat op de aan bod komende thema's in de promotiedrager, en het bestek van de firma die de realisatie verzorgt, met vermelding van de verschillende posten in de verwezenlijking van de darger en hun respectievelijke kostprijs.

Art. 52. De gezamenlijke bedragen opgenomen in de subsidieaanvraag worden in euro aangeduid.

Art. 53. Het Agentschap bericht ontvangst van de aanvraag.

Afdeling 2. — Onderzoek van de subsidieaanvraag en beslissing van de Minister

Art. 54. Het Agentschap onderzoekt de aanvraag en kan de aanvrager erom verzoeken hem elke aanvullende informatie die het nuttig acht te verstrekken.

Het Agentschap weigert elke aanvraag die de toekenningsvoorwaarden niet duidelijk naleeft. In de andere gevallen behandelt het Agentschap de aanvraag.

Art. 55. Aan het einde van de behandeling stelt het Agentschap een beslissingsvoorstel aan de Minister voor. De Minister weigert de aanvraag of keurt hem goed. In geval van goedkeuring neemt hij een subsidiebesluit aan, dat het maximaal toegekende bedrag alsook de voorwaarden van toekenning van de subsidie bepaalt.

Het Agentschap zorgt voor de opvolging van de beslissing van de Minister en deelt ze aan de aanvrager mede.

Afdeling 3. — Storting van de subsidie en vervaltermijnen

Art. 56. De aanvrager beschikt over een maximumtermijn van vier maanden te rekenen van 31 december van het kalenderjaar waarop de toegekende subsidie betrekking heeft om zijn volledige stortingsaanvraag aan het Agentschap over te maken. Na die termijn wordt de aanvraag verworpen.

Art. 57. De stortingsaanvraag bevat een schuldvorderingsverklaring opgemaakt overeenkomstig het model dat op de website van het Agentschap beschikbaar is en alle bewijsstukken die eventueel vereist worden.

De schuldvorderingsverklaring wordt ondertekend door de persoon, gemachtigd om de aanvrager te vertegenwoordigen.

Het Agentschap publiceert op zijn website de lijst van de voor elk type subsidie aangevraagde bewijsstukken.

Overeenkomstig het vertrouwensbeginsel dat opgevat is als middel om de administratieve vereenvoudiging te verrichten en voor de in dit besluit bedoelde categorieën subsidies die het bepaalt, kan het Agentschap eerst van de aanvrager verlangen dat hij alleen een verklaring op erewoord en een handelsrapport van het gesubsidieerde initiatief op internationaal vlak indient, waarbij het zich de mogelijkheid voorbehoudt om in tweede instantie tot een controle van de toekenningsvoorwaarden over te gaan en dan het overleggen van bewijsstukken te eisen. Het Agentschap specificeert op zijn website ook de elementen die in het handelsrapport moeten worden opgenomen.

Art. 58. Het Agentschap kan aan de aanvrager een voorschot van vijftig procent op de volgende subsidies toekennen:

Dit voorschot kan alleen aan de aanvrager van wie de aanvraag bij beslissing van de Minister is goedgekeurd, toegekend worden. Het wordt niet toegekend voor de initiatieven die reeds voltooid zijn. De aanvrager verzoekt bovendien om dit voorschot door een beroep te doen op de schuldvorderingsverklaring waarvan het model op de website van het Agentschap ter beschikking wordt gesteld en door de vereiste bewijsstukken waarvan de lijst op deze site bekendgemaakt is, te voegen.

In dit opzicht kan het Agentschap het vertrouwensbeginsel toepassen; het Agentschap vermeldt het in voorkomend geval op zijn website.

De toekenning van een voorschot door het Agentschap heeft geen recht op subsidie voor de aanvrager als gevolg.

De aanvrager die een voorschot geïnd heeft, dient zijn aanvraag voor storting van saldo van de subsidie in binnen de termijn bedoeld in artikel 56. Hij betaalt het Agentschap het geheel of een deel van het geïnde voorschot terug indien voornoemde termijn verstreken is, als de acties van het jaarprogramma afgelast zijn of als hij afziet van acties voorzien in zijn jaarprogramma.

Art. 59. Wanneer de aanvrager een onvolledige stortingsaanvraag heeft ingediend, informeert het Agentschap hem over de ontbrekende documenten.

Dit schorst de termijn bedoeld in artikel 56 niet.

Art. 60. Wanneer de aanvrager schuldenaar is van eisbare bedragen ten opzichte van het Agentschap, informeert bedoeld Agentschap hem dat het de aangevraagde subsidie niet zal toekennen zolang die bedragen niet betaald zullen worden. Er mag geen compensatie worden verricht tussen de schulden van de aanvrager tegenover het Agentschap en een in dit besluit bedoelde subsidie.

Dit schorst de termijn bedoeld in artikel 56 niet.

Art. 61. Wanneer het Agentschap vaststelt dat de aanvrager de toekenningsvoorwaarden van de subsidie of van het voorschot niet of niet meer vervult, weigert het de stortingsaanvraag en informeert het de aanvrager daarvan. In dit verband is het niet relevant of de beslissing van de Minister tot goedkeuring van de subsidie al aan de aanvrager is meegedeeld.

Indien nodig kan het Agentschap de aanvrager erom verzoeken om hem binnen één maand elke aanvullende informatie die het nuttig acht te verstrekken om na te leven of de aanvrager nog altijd de toekenningsvoorwaarden vervult. Die aanvraag van het Agentschap wordt aan de aanvrager meegedeeld. De termijn van één maand begint te lopen vanaf de dag na de kennisgeving van de aanvraag voor aanvullende informatie door het Agentschap.

Art. 62. Wanneer de aanvrager een volledige stortingsaanvraag heeft ingediend en de verschuldigde bedragen ten opzichte van het Agentschap heeft betaald, geeft bedoeld Agentschap het hem in een afrekeningsbrief aan waarin het definitieve bedrag van de toegekende subsidie wordt bepaald. Deze afrekeningsbrief geeft aanleiding tot het recht op de subsidie in hoofde van de aanvrager overeenkomstig artikel 6.

Afdeling 4. — Controle

Art. 63. Wanneer het Agentschap de storting overeenkomstig het in artikel 57, vierde lid, bedoelde vertrouwensbeginsel heeft betaald, kan het te allen tijde een controle uitvoeren en de aanvrager erom verzoeken om de volgende stukken binnen één maand te verstrekken :

1° de omstandige facturen voor de acties waarvoor de subsidie gestort is;

2° de rekeningsovertrekkingen of aftrekken van de kredietkaarten waarin de identiteit van de opdrachtgever duidelijk wordt vermeld en;

3° elk ander document aangevraagd door het Agentschap.

Met betrekking tot het eerste lid, 2°, zijn betalingen in contanten of door middel van een vergoeding voor goederen of diensten niet toegestaan.

De in het eerste lid, 2°, bedoelde rekeningsovertrekkingen of aftrekken van de kredietkaarten vormen het enige door het Agentschap aanvaarde betalingsbewijs.

Na onderzoek van de volledige bewijsstukken richt het Agentschap een kennisgeving aan de aanvrager om hem mede te delen of hij al dan niet bewijskrachtige documenten heeft verstrekt en of alle in dit besluit bedoelde voorwaarden voor de toekenning van de subsidie zijn nageleefd.

Indien de aanvrager het verzoek van het Agentschap niet beantwoordt heeft, wordt hem een rappelbrief per zending gericht. Een tweede rappelbrief kan aan de aanvrager gericht worden.

Art. 64. Indien de aanvrager geen gevolg aan beide rappelbrieven heeft gegeven of als de documenten die hij aan het Agentschap heeft overgemaakt, niet bewijskrachtig zijn, betaalt hij het geheel of een deel van de betrokken subsidie terug.

Het Agentschap richt een aangetekende brief met de terugbetalingsmodaliteiten aan de aanvrager. Bij gebrek aan betaling kan het Agentschap een rechtsovereenkomst instellen.

Art. 65. Wanneer de aanvrager krachtens artikel 63 de subsidies terugbetaalt, kan het Agentschap elke andere subsidie die aan de aanvrager is toegekend, controleren. In dit opzicht kan het Agentschap tot 10 jaar voor de storting van de laatste subsidie toegekend aan de aanvrager teruggaan.

Deze controle gebeurt volgens de procedure omschreven in de artikelen 63 en 64.

Afdeling 5. — Terugbetaling van de gestorte subsidie

Art. 66. Naast de toepassing van de bepalingen van de artikelen 61 en 62 van het decreet van 15 december 2011 houdende organisatie van de begroting, de boekhouding en de verslaggeving van de Waalse openbare bestuursinstelling betaalt de aanvrager die een subsidie of een voorschot bedoeld in dit besluit heeft ontvangen, ze/het aan het Agentschap terug indien hij:

1° aan één of meerdere van de toekenningsvoorwaarden van de subsidie of het voorschot niet voldoet;

2° de fondsen ontvangen voor andere doeleinden dan welke waarvoor ze toegekend zijn, bestemt;

3° het voorschot zoals bepaald in artikel 58, vierde lid, niet heeft terugbetaald;

4° de subsidie heeft ontvangen of behouden en wetens onjuiste of onvolledige inlichtingen heeft verstrekt onverminderd een eventuele strafrechtelijke vervolging.

Bovendien betaalt de aanvrager het deel van de subsidie dat het door de aanvaarde bewijsstukken gestaafde maximumbedrag overschrijdt, aan het Agentschap terug.

De aanvrager die zich minstens in één van bovenvermelde toestanden bevindt, wordt elke nieuwe subsidie bedoeld in dit besluit ontnomen en van elke gemeenschappelijke actie van het Agentschap uitgesloten zolang hij de betrokken subsidie of voorschot niet terugbetaalt. Bovendien kan het Agentschap beslissen dat de aanvrager tijdens drie jaar vanaf de datum van terugbetaling van de betrokken subsidie of voorschot aan het Agentschap geen subsidies zal kunnen aanvragen.”

HOOFDSTUK VI. — *Slotbepalingen*

Art. 67. De Minister van Economie en Buitenlandse Handel is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 9 juli 2020.

Voor de Waalse Regering:

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën,
Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,

W. BORSUS

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2020/42510]

9 JUILLET 2020. — Arrêté ministériel établissant les forfaits applicables à certaines aides à l'internationalisation octroyées par l'Agence wallonne à l'exportation et aux investissements étrangers

Le Ministre de l'Economie et du Commerce extérieur,

Vu le décret du 2 avril 1998 créant l'Agence wallonne à l'exportation et aux investissements étrangers, l'article 2, alinéa 1^{er}, 2° et alinéa 5, modifié par le décret du 28 avril 2016;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 octobre 2015 concernant les aides à l'internationalisation des entreprises, les articles 26, alinéa 2, 2°, 30, alinéa 4, 34, alinéa 4, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 juillet 2020;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 juillet 2020 relatif au soutien à l'internationalisation des groupements d'entreprises, des chambres de commerce mixtes et de leurs membres, les articles 17, 18, alinéa 1^{er}, 3° et 4°, 20, alinéa 1^{er}, 2°, 21, 22, alinéa 1^{er}, 2°, 26, 30, alinéa 1^{er}, 4°, et 39, alinéa 1^{er};

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 11 juin 2020;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 9 juillet 2020,

Arrête :

Article unique. Les forfaits visés aux articles 26, alinéa 2, 2°, 30, alinéa 4, et 34, alinéa 4, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 octobre 2015 concernant les aides à l'internationalisation des entreprises et aux articles 17, 18, alinéa 1^{er}, 3° et 4°, 20, alinéa 1^{er}, 2°, 21, 22, alinéa 1^{er}, 2°, 26, 30, alinéa 1^{er}, 4° et 39, alinéa 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 juillet 2020 relatif au soutien à l'internationalisation des groupements d'entreprises, des chambres de commerce mixtes et de leurs membres sont établis conformément à l'annexe du présent arrêté.

Namur, le 9 juillet 2020.

W. BORSUS